

vue évang. p. 4.

la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE - FONDÉE PAR PIERRE MONATTE EN 1925

AGITATION N'EST PAS ACTION

Qu'avons-nous eu dans ce premier mois de printemps ? J'entends : qu'avons-nous eu du point de vue de la bataille sociale. Pour le reste : élections cantonales, allocution présidentielle, ballet des partis dans la majorité (qui n'est peut-être plus que la minorité) ou dans l'opposition, tout cela n'est que le décor tournant du vrai drame qui se joue à l'intérieur et à l'extérieur. A l'extérieur surtout : on craint toujours qu'il ne tourne à la tragédie ; déjà elle se noue en plusieurs endroits du globe.

Ici, sur la scène limitée de notre pays, nous avons eu ce que nous attendions, ce dont nous avons parlé déjà le mois dernier. Ce n'était alors qu'un prologue. Peut-être n'en sommes-nous encore qu'au premier acte ?

par Raymond GUILLORE

C'est donc dans la fonction publique que l'affrontement entre le patron — c'est-à-dire ici le gouvernement — et les travailleurs qui font marcher la machine, s'est produit et, par les arrêts de travail, a fait sentir ses effets sur les usagers des services publics, en premier lieu sur « le populo » déjà suffisamment opprimé par les conditions normales (je veux dire : habituelles) de sa vie de travailleur primaire, secondaire ou tertiaire (qu'a-t-il à faire de cette classification ?).

« *Le pauvre opprime le pauvre* », a écrit quelqu'un à propos de ces grèves de la S.N.C.F. Il est vrai qu'elles ont eu parfois des conséquences pénibles pour d'autres travailleurs, surtout pour les plus démunis. Mais, pour les cheminots, comment faire ressentir autrement l'importance primordiale du travail qu'ils font, du service public qu'ils assurent ? Comment faire comprendre autrement qu'ils sont mal payés pour ce qu'ils font ?

Le patron-Etat croit souvent qu'en laissant aller les choses jusqu'à ces extrémités, il dresse une

partie du peuple contre l'autre, il fait des syndicats l'ennemi public. Il se trompe. C'est à lui qu'on demandera des comptes et c'est lui qui paiera, en étant (ce sera bien son tour) licencié.

Oh ! ce n'est pas que nous approuvions tout ce qui s'est passé dans ce mouvement des cheminots et, notamment, toutes ces revendications catégorielles qui échappent à celui qui n'est pas « du bâtiment » et qui semblent briser le front de lutte. Mais la direction de la S.N.C.F. sait mieux que

DANS CE NUMERO :

- **L'objet technique : moyen d'émancipation du prolétariat !**
par Jean MOREAU
- **Les ouvriers unis d'Europe**
par S. RUBAK
- **La tragédie du Liban**
par Jacques GALLIENNE
- **De Kravchenko à Soljenitsyne**
par Roger HAGNAUER
- **La "R.P.", reflet de la Charte d'Amiens**
par Michel DESCARSIN

nous à quoi s'en tenir et elle a tort (sur instruction gouvernementale sans doute ?) de refuser d'abord ce qu'elle doit ensuite accepter, sous une forme indirecte, après avoir désorganisé le service dont elle est responsable.

Pour nous, c'est globalement que notre solidarité est déclarée. Elle va d'abord aux parias, aux sans-grade, à ceux qui touchent moins de deux mille francs dévalués par mois. Nous les avons vus mettre les pieds dans le plat (c'est le cas de le dire) sans invitation, au cours d'une émission sur « la grande bouffe » qui avait choisi pour local le restaurant de luxe de la gare de Lyon. C'était pénible, mais bien des choses sont pénibles, qu'on a tort d'oublier et que ces manifestations de « minorités agissantes » ont raison de nous rappeler.

Ce qui ne nous va pas dans ce combat confus, c'est que la lutte syndicale pour la défense du salaire réel et des conditions de travail se trouve intégrée malgré elle, malgré la majorité des syndiqués eux-mêmes, dans une lutte politique, provisoirement « gauchiste », pour laquelle l'agitation prime l'action. Les revendications sont-elles l'objectif, et par conséquent le juste mobile de l'action, ou bien ne sont-elles que le prétexte, entre autres, d'une agitation qui fait flèche de tout bois ? C'est d'une stratégie, paraît-il, qu'il s'agit ; comme d'habitude, les stratèges ne sont pas sur le lieu du combat.

Il n'importe pas de connaître ceux qui signent le compromis final et ceux qui ne le signent pas. En fait, tous l'acceptent, puisque la lutte s'arrête. C'est sans doute parce que, tant bien que mal, et justement en raison de la lutte menée, les revendications sont satisfaites, sinon intégralement, au moins dans une mesure acceptable. Celui qui parle à tout bout de champ de trahison ne sait pas ce que c'est que la lutte syndicale.

Prenons l'exemple de la fonction publique : après une longue bataille de cabinet (mais pas seulement de cabinet puisqu'il y eut grève de vingt-quatre heures largement suivie), un accord salarial a été conclu. Les dirigeants de la Fédération de l'Éducation Nationale qui l'ont signé avec F.O. vont encore se faire accrocher par leur opposition « communiste ». Pour celle-ci il ne s'agit pas de savoir si des résultats ont été obtenus, confirmant et accentuant ceux de l'année précédente ; elle criera : « Vous n'auriez pas dû signer avec ce gouvernement-là. » Tiens donc ! Cela suppose qu'on peut signer avec un autre, même si les bénéfices ne sont pas plus brillants ou le sont moins. Rien ne saurait mieux montrer toute la différence entre la conception syndicaliste (même syndicaliste révolutionnaire) et la conception politique selon laquelle les revendications, ouvrières ou autres, doivent être « utilisées » pour conquérir un pouvoir auquel les travailleurs seront alors invités fermement à ne pas créer de « difficultés » !

★

Dans le secteur privé — le moteur de la société libérale avancée — la grande stratégie des dirigeants « communistes » de la C.G.T. ne semble pas plus clairvoyante et plus efficace. Ils font plus de la gymnastique « révolutionnaire » (ce qu'ils reprochaient naguère aux anarcho-syndicalistes) que de diriger une action cohérente et utile. C'est presque

« pour mémoire » qu'on parle maintenant du « Parisien Libéré » ; il faut des actions de commandos pour qu'on ne l'oublie pas. Certes, le patron Amaury est particulièrement agressif et son canard particulièrement répugnant. Mais où en est, face à lui et à ses congénères, la situation de la Fédération du Livre et de la Presse qui fut un fleuron du syndicalisme ? Les colonisateurs « communistes » l'ont-ils bien conduite depuis qu'ils ont fait taire, ou à peu près, les oppositions ? On nous a dit — est-ce vrai ? — que la moitié des typographes parisiens n'étaient plus syndiqués. Cela, dans une corporation où le timbre syndical allait de soi ! Les typographes parisiens ne font donc plus d'opposition, mais beaucoup ont voté « avec leurs pieds ».

Les problèmes de la presse, de l'imprimerie en général, sont des problèmes très graves de mutation technologique. Sur le plan humain immédiat, ils exigent la défense d'une situation ouvrière acquise (non pas des privilèges). Les syndicalistes doivent être conscients de cette mutation ; ils ne doivent pas laisser à de sombres exploiters comme Amaury la possibilité de gagner de méchantes victoires sur le terrain de la réaction, en prétendant frauduleusement défendre la liberté et le progrès !

Cette gymnastique dont nous parlions tout à l'heure, nous la retrouvons dans beaucoup de mouvements qui agitent justement le secteur industriel, celui des grosses unités comme celui des moyennes entreprises. Rhône-Poulenc est le type des premières. Pourtant, dans son bulletin d'information de janvier 76, la firme se déclare elle-même « sur le chemin de la reprise », avec un chiffre d'affaires dépassant nettement « la barre » des 1.500 millions de francs mensuels ! Comment est-il possible qu'une telle géante, à caractère multinational, soit encore entre les mains du capital privé qui dispose ainsi de la vie de milliers de travailleurs !

Mais dans plusieurs moyennes entreprises où la C.G.T. entend diriger la bataille, avec souvent la collaboration de la C.F.D.T. qui ne veut pas être moins « à gauche », les choses ne vont pas toutes seules et la démocratie ouvrière y est parfois sacrifiée. Ce n'est sans doute pas sans raison qu'on assiste maintenant, en plusieurs points, à des affrontements violents entre grévistes et non grévistes. Ce fut le cas à Peugeot-Cycles de Beaulieu-Mandeure, dans le Doubs, où l'on vit opérer des « piquets de travail » à côté des « piquets de grève ». Il faut citer aussi l'usine Sablée de Roche-la-Molière, dans la Loire, qui occupe 500 salariés à la fabrication de sièges pour véhicules industriels. L'affrontement a été violent entre grévistes occupants et non grévistes. Les premiers ont dû évacuer les ateliers et l'on a vu quelque 300 travailleurs prendre leurs postes, alors que les abords de l'usine étaient surveillés par des vigiles avec des chiens ! On peut et on doit déplorer un tel état de choses. S'il se répandait, quel danger ! Certes, il y a toujours eu des « jaunes » avec le soutien, quelquefois l'initiative, des patrons et de leurs « cadres ». Mais il y a peut-être aussi une sorte d'autodéfense des ouvriers non consultés contre des mots d'ordre venus de stratèges incertains qui vont à pleins godillots dans l'erreur d'analyse. Les travailleurs, lorsqu'ils se sentent les instruments d'une agitation de parti, n'ont pas toujours la patience d'attendre le prochain tournant.

LES OUVRIERS UNIS D'EUROPE

Dans son article sur l'Europe des travailleurs, Guilloché, doutant d'un consensus au sein de la R.P., n'entend s'exprimer qu'en son nom personnel (au fait, pourquoi s'exprimer autrement ?) et se demande « qu'est-ce que je vais entendre ? ». Qu'il entende au moins mon approbation. Je trouve bon son slogan « tout ce qui est supranational est nôtre », excellentes ses réfutations de deux objections vulgaires (« non à l'Europe des capitalistes » et « pourquoi seulement l'Europe ») qui ne sont que des « tout ou rien » tactiques cousus de fil blanc. Et comme Guilloché inclut dans la lutte des prolétaires d'Europe celle des travailleurs des pays de l'Est, notamment d'U.R.S.S., contre l'oppression et l'exploitation capitaliste, il prend une position irréprochable aussi contraire à ceux qui souhaitent qu'à ceux qui craignent que l'Europe unie soit une coalition contre les véritables prolétaires de l'U.R.S.S.

Or cette opinion pro-européenne de Guilloché, en définitive internationaliste, que je partage avec lui et sans doute avec beaucoup d'autres, n'est-elle pas en contradiction avec celle qui, dans la R.P., se montre favorable aux luttes — aux guerres — de libération nationale, à l'indépendance des Etats, au particularisme des ethnies ?, en contradiction, donc, avec une opinion, en définitive, nationaliste. ? Mais une confrontation de ces opinions contradictoires serait vaine parce que les positions étant prises d'avance, les arguments ne serviraient après coup que de plaidoyers ou de contre-attaques, ce qui n'offre aucun intérêt. Si l'on se demande comment il se fait que les uns et les autres, tout aussi intelligents et de bonne foi qu'on les sache, prennent des positions aussi fermement opposées, on est amené à se perdre dans des considérations psychologiques ou à retomber dans des arguties de controverse et l'on n'aboutit à rien. Enfin, tenter une pseudo-synthèse dialectique du nationalisme avec l'anationalisme ou bien jouer sur les mots en disant que l'internationalisme implique l'existence des nations, cela ne nous avancerait guère.

Après tout, aucun de nous, à la R.P., ne fait partie des classes dominantes et ce sont elles qui ont les pouvoirs d'initiative et de décision ainsi que le monopole de l'action diplomatique ; ce sont donc leurs intérêts plutôt que nos opinions personnelles qui, dans les rapports entre nations, sont déterminants et effectifs : si les classes dominantes ont intérêt à constituer une Europe structurée d'une manière ou d'une autre et si elles s'entendent à cet effet, nos approbations ou nos protestations n'y feront pas grand-chose ; c'est seulement quand il y a mécontentement entre les catégories socio-économiques qui dominent notre continent qu'un courant d'opinion publique peut avoir de l'effet sur les événements... et, bien sûr, c'est à ce moment-là qu'intervient le « bourrage de crânes » nationaliste.

Tant qu'elles jouent des coudes pour la prééminence et qu'elles doivent alors faire marcher les « petites gens » (dont nous sommes !), chacune à son profit, avant de s'entendre, provisoirement, sur leur dos, les catégories sociales dominantes ont besoin de « bourrer les crânes » et de les bourrer de nationalisme vu qu'il n'y a pas de nationalisme sans « union sacrée » et pas d'union sacrée sans acceptation par les classes exploitées de la domination des classes exploiteuses. Pourtant nul n'ignore que c'est d'autorité, arbitrairement, sous des prétextes qui s'avouent irrationnels et qui sont d'habitude idiots, que le nationalisme colle ses étiquettes de nationalité sur les gens pour les opposer entre eux, pour les exciter à s'étriper, à se tirer dessus dans des guerres de défense nationale ou de libération nationale ou d'indépendance nationale. Bien entendu ces guerres — l'expérience l'a assez

effroyablement montré pour qu'il ne soit plus permis d'en douter — n'aboutissent et ne peuvent aboutir, parmi les survivants, qu'à substituer ou, pis encore, à ajouter de nouveaux exploités aux précédents : nationales, ces guerres donnent aussitôt carte blanche aux militaires et champ libre aux politiciens ambitieux, tyranneaux de l'appareil d'Etat, aux hauts fonctionnaires arrivistes, aux arrivés des professions libérales ou de l'intelligentsia et aussi à maints trafiquants de toutes sortes qui deviennent, c'est vrai, très « indépendants » ; mais elles n'ont jamais fait, ne font et ne feront jamais avancer d'un pas l'émancipation des classes travailleuses parce qu'il s'agit d'un pas de plus dans leur alinéation : ces classes perdent en effet leur identité et la force de leur autonomie dans l'amalgame national des catégories sociales, elles s'enchaînent d'elles-mêmes à un Etat qui les assujettit mais qui, tout « libéré » et « indépendant » qu'il soit, n'en demeure pas moins vassal du capitalisme international.

Aucun pays en effet, n'a encore, à notre époque, la latitude de se situer en dehors du système capitaliste parce que la grande industrie, qui l'a créé à son usage, produit ses marchandises et les réalise à l'échelle mondiale. C'est d'ailleurs pour cette raison que la classe ouvrière est internationale... et, par nature, internationaliste. L'agriculture, elle, dépend beaucoup plus des conditions géographiques, de sorte que l'idéologie des sociétés fondées sur l'économie agraire (bien antérieure au capitalisme) a plutôt exalté l'amour de la terre natale, les particularismes locaux, le régionalisme et ensuite le nationalisme. Aussi est-ce en grande partie à cause des conditions territoriales de la production agricole, à cause de la situation géographique des terres d'élevage et de culture, que l'organisation de l'Europe verte trébuche (1). Cette organisation reste pourtant possible parce qu'elle concerne bien plus le commerce, international, lui, des produits agricoles, que leur production et ses conditions locales, régionales ou nationales. Et pour ce commerce (comme pour celui des monnaies) les particularités nationales, les frontières, les barrières douanières, etc., sont ce que sont les obstacles sur un terrain de golf : sans eux le jeu de la spéculation ne saurait avoir lieu, mais ceux qui, infranchissables, rendraient tout jeu impossible doivent être supprimés.

Quoi qu'il advienne de l'Europe verte, il y a, au regard de la grande industrie, donc du capitalisme, d'énormes avantages à la suppression des frontières entre les Etats européens ; la preuve en est que l'Europe industrielle, formée à partir de l'industrie lourde (charbon-acier) est, depuis longtemps déjà chose faite. Cela étant, une opposition nationaliste à l'organisation européenne n'ouvre pratiquement aucune perspective positive, elle n'est qu'une réaction idéologique conservatrice et rétrograde. Sans doute, vu l'idéologie agraire, il est aisé aux maquignons, aux mercantis, aux négociants qui spéculent sur les produits agricoles d'orienter la colère des travailleurs qu'ils pressurent, qu'ils roulent, qu'ils exploitent, contre toute tentative d'organisation communautaire de l'Europe. Mais l'opposition nationaliste, qui est contraire à la nature même de la classe ouvrière industrielle, va à l'encontre de ses intérêts les plus pressants : elle la divise, la solidarise dans chaque pays avec les classes qui lui sont antagonistes, elle empêche la coordination européenne de ses luttes contre le bloc capitaliste qui s'organise chaque jour davantage à l'échelle de l'Europe.

S. RUBAK.

(1) La répartition géographique des lieux de pêche maritime, la délimitation des « eaux territoriales », questions relevant de l'économie de type agraire (tout comme les tracés d'arpentage) provoquent aussi des litiges et même des affrontements de caractère nationaliste.

CHRONIQUE DE L'UNION DES SYNDICALISTES

LA QUADRATURE DU CERCLE

Il est intéressant de jeter un coup d'œil sur le rapport annuel de la Banque de France. Celui qui concerne 1975 nous est présenté par le gouverneur Bernard Clappier. On y lit notamment ceci :

« Le rythme de la croissance monétaire s'est fortement gonflé dans la deuxième partie de 1975, du fait des emprunts du Trésor destinés à combler un déficit budgétaire de 40 milliards de francs. »

Tout s'éclaire, si l'on peut ainsi dire. Allez chercher ailleurs les raisons de la hausse des prix, du flottement d'un franc arithmétiquement dévalué ! C'est de l'inflation, par définition.

On peut dire — on a le droit de dire — que ce déficit budgétaire auquel les presses à billets font une contrepartie comptable, a pour but de fouetter une reprise économique et d'arrêter la montée du chômage, encore que cela ait du mal à se manifester. Mais comment lutter en même temps contre l'inflation, qui doit pourtant relancer l'économie, et contre le chômage ? L'un des deux objectifs semble bien exclure l'autre. C'est ce qu'avoue d'ailleurs ledit rapport de la Banque de France, sous cette forme ramassée :

« Il est difficile de lutter efficacement sur tous les fronts à la fois. »

Le pouvoir et ses conseillers experts en la matière s'en tireront en s'efforçant d'agir des pieds et des mains (car la tête est folle) pour qu'il n'y ait « pas trop d'inflation et pas trop de chômage ». Ce sont des funambules mal assurés.

A FORCE DE TAPER SUR LE CLOU

Il y a des années, des années que nous luttons ici contre une hiérarchie des salaires distendue ; que nous préconisons, avec d'autres, l'augmentation uniforme des salaires, en valeur absolue, c'est-à-dire que nous dénonçons l'augmentation en pourcentage égal qui maintient une hiérarchie établie. Nous avons crié longtemps pour montrer — ce qui était évident sans cri — qu'une augmentation de 10 % (par exemple) à la base devait couvrir des besoins élémentaires, incompressibles, alors que la même augmentation au sommet, beaucoup plus grande en unités monétaires, couvrirait des satisfactions sans urgence, parfois sans utilité. Nous aurions pu montrer, si nous en avions eu le temps, qu'il y avait là source d'inflation, en tout cas cause de désorientation de la « société de consommation ».

Pendant longtemps on a pu croire que nous prêchions — avec d'autres — dans le désert. Pendant longtemps, les dirigeants de la C.G.T., furieux défenseurs de la hiérarchie, ont été à l'encontre de l'évidence. Au lendemain de la guerre, ils ont organisé leur système, un système hiérarchique insoutenable que beaucoup, même parmi les plus humbles, approuvaient par aveuglement. Je me sou-

viens d'un secrétaire des instituteurs parisiens (un instituteur !) qui proclamait : « Je suis pour la hiérarchie ! ».

Cela ne pouvait pas durer ; cela n'a pas duré. Aujourd'hui, la plupart des programmes revendicatifs dans l'industrie privée, tous ceux qui sont à la base des luttes actuelles, comporte une augmentation uniforme, égale pour tous en valeur absolue, 200 F ou 300 F pour tout le monde par exemple, ce qui évidemment réduit la hiérarchie. Ces programmes sont maintenant soutenus par la C.F.D.T. et, aussi, par la C.G.T. qui a oublié ce qu'elle disait hier. Le patronat résiste encore, mais assez souvent il accepte au moins le principe de l'augmentation uniforme. Comme quoi, quand on a raison, les vraies batailles ne sont jamais perdues.

Autre exemple : le « réformisme » bourgeois au pouvoir parle beaucoup de la « revalorisation des métiers manuels ». Il en parle et les commissions qu'il nomme produisent beaucoup de papier imprimé sur la question. Il y a un rapport Giraudet sur la revalorisation de « la rémunération » ; c'est le principal, convenons-en, si l'on n'en veut pas rester aux poignées de main dans les ateliers et aux statues de forgeron sur les places de village.

Le rapport Giraudet — attention ! pour le moment ce n'est qu'un gros cahier qui remet à quatre ou cinq ans l'application des mesures qu'il propose — ledit rapport comporte des moyens que nous ne repoussons pas, que nous avons parfois défendus bien avant lui. Il en est ainsi de la mensualisation avec salaire mensuel garanti, des primes intégrées dans la rémunération, de « la régression rapide » du salaire au rendement (qui ne se souvient de sa défense et illustration par les staliniens d'hier ?). Et puis, voici que nous voyons apparaître dans ce rapport (une découverte !) le *salaire binôme* : augmentation donnée pour partie sous forme proportionnelle et pour partie sous forme de majorations uniformes ». Les lecteurs de la « R.P. » savent depuis longtemps de quoi il retourne. Le salaire binôme a été expliqué et défendu dans ces colonnes ; il faudrait remonter à plusieurs années. Eh bien ! le voilà sur les tables ministérielles, dans les tiroirs peut-être. Il faudra l'en sortir.

Que déduire de tout cela ? Certains camarades « gauchistes » diront que nos revendications ont été « récupérées » par le système et qu'il faut en trouver d'autres qui ne puissent l'être, qui seulement ainsi auront droit à l'appellation contrôlée de « révolutionnaires ». Laissons-les dire. Nous dirons, nous, que l'action et l'imagination syndicalistes font leur chemin ; qu'il faut maintenant, par le prolongement de la même lutte, faire entrer ces propositions dans la réalité industrielle ; qu'après celles-ci nous en formulerons d'autres ; qu'une réforme en appelle une autre ; que c'est ainsi que la classe ouvrière renforce son pouvoir à l'intérieur d'un système qui était fait pour l'opprimer ; que c'est ainsi qu'en fin de compte elle le fera sauter.

R. GUILLORE.

Les classifications salariales dans la métallurgie

La Fédération (Force Ouvrière) de la Métallurgie a donné une conférence de presse le mardi 6 avril, au siège de la C.G.T.-F.O., 197, avenue du Maine. Bernard Mourgues, successeur d'Antoine Laval à la tête de la Fédération y donnait un premier bilan de son activité. Le nouveau secrétaire avait lieu de se féliciter des résultats obtenus dans le domaine de la « classification », résultats concrétisés dans un « Accord national », en date du 21 juillet 1975, accord obtenu après de longs pourparlers avec l'Union des Industries Métallurgiques et Minières, entamés depuis 1968.

Le système adopté consiste à classer les fonctions par grands niveaux recouvrant les différents échelons professionnels en tenant compte aussi bien des propositions patronales que de celles des organisations syndicales de la métallurgie C.G.T., C.F.D.T. et C.F.T.C. Et toutes ces organisations avaient accepté la grille des classifications dont les coefficients applicables au 1^{er} janvier 1977, s'échelonnent de l'indice 140 à celui de 365.

Mais la fédération C.G.T. des Métaux s'est « ressaisie ». « Dans le contexte politique et social actuel » elle estime qu'il ne faut pas offrir au patronat et au gouvernement la possibilité d'exploiter cet accord pour prouver que la politique contractuelle peut apporter des résultats positifs pour la classe ouvrière. C'est ainsi que la fédération C.G.T. a invité ses syndicats à refuser de signer l'accord.

Et le refus de la fédération C.G.T. a entraîné celui de son homologue C.F.D.T. qui avait pourtant salué cet accord comme « un nouvel outil de travail concret et apte à permettre aux travailleurs de lutter collectivement pour obtenir une reconnaissance totale de leur gratification ». Et ces deux refus renforcent les réticences de certains patrons.

André Bergeron, qui présidait la réunion, intervint à plusieurs reprises au cours de la conférence, tant sur le thème en cause que sur des questions d'ordre général, notamment sur les progrès enregistrés par Force Ouvrière dans différentes élections professionnelles, notamment à la S.N.I.A.S. où elle augmente sa représentativité à Nantes, Marignan, Rochefort, Toulouse.

Interrogé, aussi par un des journalistes présents, sur l'incidence que pourrait avoir sur l'orientation de F.O. le résultat des récentes élections cantonales, Bergeron répondit pour réaffirmer avec force l'apolitisme de sa confédération et rappeler qu'il représente une organisation qui groupe aussi bien « des anarchistes que des gaullistes ».

PARMI NOS LETTRES

Pour une chronologie sociale

De Robert GRIMM (57) :

En 1975, la R.P. vient, une seconde fois après un peu moins d'un demi-siècle — c'était en 27 ! — de perdre, temporairement je l'espère, sa couverture pour reprendre, il est vrai, une nouvelle jeunesse. S'il s'agissait d'œnologie, nous pourrions dire que 75 fut un bon, un excellent millésime. Outre l'actualité économique, politique et la toujours vivante « Chronique des Syndicalistes », les études sur Proudhon, Kropotkine..., la reprise des « Faits du Mois » ont été appréciées, encore qu'il me paraîtrait très utile de repenser la forme de cette dernière rubrique. En effet, en cas de recherche, il est souvent nécessaire de compulser nombre de numéros pour retrouver la référence désirée. En 1947, Guy Thorel avait édité une fort utile « Chronologie du mouvement syndical ouvrier en France, de 1791 à 1946 ». Malheureusement, aucune mise à jour n'a été publiée. Seule donc la collection de la R.P. permet, parfois et même souvent de s'y retrouver pour les années d'après la dernière guerre. Je n'ai pas la solution ; mais je pense qu'il faudrait y réfléchir...

Plus d'attention au problème du chômage

Par ailleurs, la R.P. se devrait de donner plus d'attention et d'importance aux solutions pour la suppression du chômage. Ce fléau est pire que la peste ou la lèpre. Il s'apparenterait plutôt au cancer. Comme ce dernier, il peut être provoqué, ou spontané. Malgré la mise en cause — toujours excessive à mon avis — des crises internationales : économique, monétaire, il m'apparaît essentiellement, en France, être la conséquence lointaine mais indubitable de la loi dite de stabilisation de 1963 qui a cassé l'économie française. Quant à la loi de relance, elle tend plus à aider les entreprises qu'à créer des emplois.

L'assurance chômage n'est qu'un palliatif, socialement indispensable mais économiquement inefficace, Faut-il rappeler que le chômage a été l'appui le plus efficace pour permettre aux nazis de prendre le pouvoir en Allemagne ?

Que la R.P. continue d'être un moyen d'information, de documentation, de réflexion, un point de rencontre entre syndicalistes libres appartenant à des organisations syndicales idéologiquement voire politiquement opposées. Quelque jour peut-être, ces syndicalistes se retrouveront-ils à nouveau unis dans le sens et l'esprit, eux aussi toujours jeunes, de la Charte d'Amiens.

LES CAHIERS DE SPARTACUS et LES ÉDITIONS SYNDICALISTES

vont publier un important ouvrage :

LES CINQUANTE ANS DE LA "RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE"

revue syndicaliste révolutionnaire

Un demi-siècle d'histoire ouvrière internationale

Depuis 1925 jusqu'à aujourd'hui, toutes les batailles d'idées, toute la lutte de classe vue à travers la vie d'une revue syndicaliste d'avant-garde où écrivirent de nombreux militants et penseurs.

Un ouvrage de 200 à 250 pages, préparé, présenté et rédigé par Alexandre CROIX, avec de nombreux textes et documents.

Prix de souscription : 18 F franco. (le prix après parution sera établi entre 22 et 25 F)

Amis de la « R.P. », militants de toutes tendances, syndicats et organisations, SOUSCRIVEZ DES MAINTENANT pour un ou plusieurs exemplaires aux Editions Syndicalistes, 21, rue Jean-Robert 75018 Paris.

C.C.P. 21764.88 PARIS

LA TRAGÉDIE DU LIBAN

Ce mois-ci, à la demande d'un camarade, et après avoir pris l'avis de plusieurs autres, je remplace ma chronique habituelle « A bâtons rompus » par un article détaillé sur le Liban et les événements qui l'ensanglantent actuellement. Je vais être amené à répéter des choses déjà dites, en m'efforçant de les préciser. Je dois rappeler en outre que j'ai quitté le Moyen-Orient en 1956, et que je n'ai jamais résidé au Liban, que je connais donc moins bien que la Syrie. Toutefois, je l'ai fréquemment visité au cours de mes séjours à Damas.

Le Liban est un petit pays, vaste trois fois et demi comme le Grand-Duché de Luxembourg, plus petit que l'Albanie ou que la Belgique. Ses limites correspondent à peu près à celles de l'ancienne Phénicie. Pas exactement pourtant. Il s'étend moins en longueur, plus en largeur. La plupart des grandes villes phéniciennes s'y trouvent : Tyr (Sour), Sidon (Saida), Byblos (Jebail), mais pas Ugarit (Ras Shamra) qui, au-delà de la frontière nord, fait partie de la Syrie. A l'Est, le territoire libanais va jusqu'à la chaîne de l'Antiliban, tandis que la Phénicie ne consistait qu'en une étroite bande côtière. Les Phéniciens, hardis navigateurs, semblent avoir fait en bateau le tour de l'Afrique, et ils inventèrent l'alphabet dont l'exemplaire le plus ancien, dérivé de l'écriture cunéiforme, a été trouvé à Ras Shamra ; cet alphabet a été remplacé, encore par les Phéniciens, par un autre qui fut imité par les Grecs et les Romains. Les brassages de peuples n'ont pas manqué dans ce pays ; la langue phénicienne fut supplantée par l'araméen, celui-ci par l'arabe. Ces mutations linguistiques s'expliquent aisément par le fait que phénicien, araméen et arabe appartiennent au même groupe sémitique, et que le Liban connut bien des envahisseurs : Assyriens, Babyloniens, Perses, Grecs d'Alexandre, Syriens à l'époque de la reine Zénobie de Palmyre, Romains, Arabes, Turcs, Croisés. Bien des changements de nationalité et de religion se produisirent. Au moment de la conquête musulmane, un fort noyau chrétien se groupa dans les montagnes situées à l'est de Beyrouth (Mont Liban) et s'y maintint à l'écart, malgré la tolérance religieuse des Khalifes Ommeyyades de Damas. Les Croisés, lorsqu'ils occupèrent le pays, obtinrent peu de conversions nouvelles. Ils protégèrent les Chrétiens orientaux, qui reçurent aussi plus tard, au temps des Turcs, l'appui d'un Emir ayant secrètement adhéré à leur foi, Béchir II. Mais dans les relations entre Musulmans et Chrétiens, il y eut des hauts et des bas et, en 1864, à la suite de troubles entre Druzes (secte apparue vers l'an 1000) et Maronites (le plus important des rites catholiques de la région), Napoléon III, intervenant dans le but de soigner son prestige, fit reconnaître l'existence d'un petit Liban limité à la région nettement chrétienne, et gouverné, sans cesser de dépendre de l'Empire turc, par un Pacha chrétien.

Après la guerre de 1914-18, la France obtint un mandat sur la Syrie, Liban compris. Le général Gouraud, s'inspirant du principe bien connu « diviser pour régner », s'efforça de morceler le pays le plus possible. On créa, en plus de la Syrie proprement dite, les éphémères Etats des Alaouites et du Djebel Druze, et d'autre part le Grand Liban, composé d'une région musulmane sunnite au nord, du noyau chrétien au centre, d'une région musulmane chiite au sud. Gouraud espérait ainsi renforcer le Liban chrétien, où il pensait que la présence militaire française se maintiendrait longtemps. Mais c'est là qu'il faut chercher la cause la plus ancienne des troubles actuels.

Tel qu'il fut formé en 1922, le Liban comprenait une population très mélangée. Chrétiens et Musulmans ? Mais parmi les premiers, des Catholiques de six rites différents, des Orthodoxes, des Arméniens grégoriens et des Jacobites se rattachant au groupe Copte (Chrétiens monophysites), quelques Nestoriens, quelques

Protestants. Parmi les seconds, des Sunnites (traditionalistes), des Chiites (dissidents estimant que les Khalifes, après la mort de Mahomet, auraient dû être exclusivement Ali et ses descendants), des Druzes, hérétiques de l'Islam qui vénèrent le Khalife égyptien Hakim et se séparent des Musulmans sur de nombreux points. Il y a aussi des Israélites, surtout à Beyrouth, et il est remarquable, disons-le tout de suite, qu'au cours des récents événements ils n'aient subi aucune violence, les combattants des deux camps s'étant appliqués à les maintenir hors de leurs querelles.

Ces divisions religieuses peuvent paraître sans intérêt à beaucoup de camarades. Mais il faut bien comprendre qu'il ne s'agit pas seulement de religion. Etre chrétien, en Orient, c'est avoir un certain genre de vie, et être musulman, en avoir un autre. Etre chrétien, c'est aussi avoir les yeux tournés vers l'Europe occidentale, vers la France en particulier pour les catholiques, tandis que les Musulmans sont attirés par l'arabisme et par des courants comme le Nassérisme. Ceci d'une façon générale. Car la francophilie des Libanais chrétiens n'a pas empêché les frictions avec la puissance occupante. Pendant la guerre de 1939-45, de Gaulle promit l'indépendance au Liban comme à la Syrie. Mais cette période fut marquée par des luttes entre Gaullistes et Vichysois, puis entre Français et Anglais. Les Présidents Béchara El Khoury (chrétien) et Réad Solh (musulman) furent arrêtés. Enfin, la République Libanaise devint maîtresse de son destin, et un pacte national décida que le Président de la République serait toujours un Maronite, le Président du Conseil un Sunnite, le Président de la Chambre un Chiite. Régime multiconfessionnel, qui semblait devoir contenter tout le monde.

Mais pour la répartition des sièges au gouvernement et à la Chambre des Députés, on s'était basé sur la proportion des groupes religieux au moment de l'indépendance, les Chrétiens étant majoritaires. Peu à peu, cette proportion changea, les Musulmans s'avérant plus prolifiques, et l'on n'osa plus organiser de recensement, de peur que la constatation de l'existence d'une majorité musulmane ne provoque des troubles et des mouvements en faveur d'un changement de constitution.

Il y eut d'ailleurs des contestataires. Anton Saddé, un Chrétien libanais, avait formé le Parti Populaire Syrien, qui voulait rattacher le Liban à la Grande-Syrie. Livré au Liban par la Syrie où il s'était réfugié, il fut condamné à mort et fusillé avec quelques-uns de ses partisans, et son parti fut interdit au Liban d'abord, en Syrie ensuite, après l'assassinat par un de ses membres du Colonel Malki, un des dirigeants du Baath (Parti Socialiste de la Renaissance Arabe). Car la Syrie avait facilement renoncé à l'unité avec le Liban, qu'elle avait assez vite considéré comme un pays arabe « pas comme les autres ».

Le Président Béchara El Khoury ayant été renversé par une coalition comprenant des Musulmans et des Chrétiens, peu après l'assassinat de son premier ministre Riad Solh, Camille Chamoun succéda au premier. Il s'appuya sur les Phalanges chrétiennes de Pierre Gemayel, et, en 1956, il refusa de rompre les relations diplomatiques avec la France et la Grande-Bretagne à la suite de l'affaire de Port-Saïd. Puis il lutta pour intégrer le Liban au bloc américain, et, lorsqu'éclata la révolution irakienne de 1958 contre le roi Fayçal II, il réclama l'aide américaine, ce qui déclencha un premier affrontement grave dans le pays. Beaucoup de Chrétiens désapprouvèrent Chamoun, notamment Fouad Chehab, qui lui succéda à la Présidence de la République et obtint le départ des Américains. Un gouvernement de coalition fut formé par Rachid Karamé. Pierre Gemayel en faisait partie.

On voit que les questions politiques et religieuses étant mêlées, la situation est assez compliquée. Car placer, en bloc, les Chrétiens d'un côté et les Musulmans de l'autre, c'est donner des choses une idée inexacte. En effet, si la bourgeoisie commerçante de Beyrouth est surtout chrétienne, il y a aussi de nombreux bourgeois musulmans. De même, si la majorité de la population pauvre des villes est musulmane, il y a aussi de nombreux Chrétiens misérables. Et à la division religieuse vient s'ajouter la division politique. Beaucoup de Chrétiens désapprouvent l'extrémisme des Phalangistes, tandis que les riches Musulmans considèrent le Parti Socialiste Progressiste de Kamal Joumblat (lui-même Druze de religion) comme le danger principal. Et ce parti réclame la déconfessionnalisation du pays. Dans tous les partis, à l'exception sans doute des Phalanges, purement chrétiennes, il y a à la fois des Musulmans et des Chrétiens.

Mais ce qui a provoqué l'affrontement, c'est la présence des groupes palestiniens armés dans les camps du Sud Liban. La République Libanaise est un Etat faible, elle n'a qu'une armée de métier numériquement insignifiante, et reflétant les contradictions du pays : Majorité de soldats musulmans, officiers supérieurs surtout chrétiens. Aussi, là-bas, s'arme qui veut, et l'armée libanaise s'est avérée incapable d'empêcher d'agir à leur guise et les Phalangistes et les Palestiniens. En Syrie, il y a une armée palestinienne organisée, mais elle doit se plier à la volonté du gouvernement syrien, qui l'empêche d'entreprendre des raids contre Israël de crainte de susciter de cruelles représailles. Au Liban, impossible d'empêcher les Palestiniens d'envoyer des commandos en Israël, ce qui provoque de très dures répliques dont les pays du Sud Liban subissent fréquemment les conséquences. Aussi les Phalangistes ont-ils de plus en plus mal supporté la présence palestinienne, et en sont-ils venus à réclamer l'expulsion des Fedayin du Liban. Parmi les Palestiniens, il y a d'assez nombreux Chrétiens, et ils sont souvent parmi les plus opposés à tout compromis avec Israël, mais les Musulmans sont en majorité et les Phalangistes craignent l'appui que peuvent recevoir d'eux les Musulmans libanais de gauche.

Dans une telle situation un simple incident pouvait suffire à mettre le feu aux poudres. Il s'est produit de la façon suivante : Un grand rassemblement des Palestiniens avait lieu dans le Sud du pays. Les Fedayin d'un camp situé plus au Nord-Est, et appartenant au « Front du Refus », la plus extrémiste des organisations palestiniennes, se déplacèrent en cars pour y participer. Mais, en retournant chez eux, au lieu de suivre le chemin habituel, ils passèrent par un village dans lequel les Maronites inauguraient une nouvelle église, en présence d'éléments armés des Phalanges. Ces derniers, voyant arriver les Fedayins, armés également, considérèrent cette intrusion comme une provocation. Ils ouvrirent le feu, massacrant tous les occupants du car. Tel fut le début de l'effroyable guerre civile entre Chrétiens et Musulmans, ou plutôt entre la droite phalangiste et la gauche islamopalestinienne, et au cours de laquelle se produisirent, parmi de nombreux crimes odieux, la destruction de la petite ville chrétienne de Dammour par les Musulmans, et l'anéantissement d'un faubourg musulman pauvre de Beyrouth par les Phalangistes.

Les Syriens sont intervenus politiquement, et l'armée palestinienne de Syrie a pénétré au Liban. Les Phalangistes ont pris peur, et les combats ont cessé. Mais la trêve a été de courte durée. Le général libanais El Adhab (musulman modéré) a tenté de prendre le pouvoir, et a sommé le Président Frangié de démissionner. Ce dernier a refusé, et les Syriens se sont attachés à faire respecter la légalité, provoquant le mécontentement de leurs alliés naturels Islamo-progressistes et Palestiniens (ceux du Liban). Ces derniers alors ont déclenché de nouveau les hostilités, et les Phalangistes se sont regroupés et résistent. Aux dernières nou-

velles, Frangié s'est enfui à Joumèh, ville occupée par eux. Telle est la situation au moment où j'écris ces lignes. Quand elles paraîtront, elle aura peut-être évolué. Tout est à craindre : la partition du pays, que semblent souhaiter les Phalangistes, l'intervention israélienne. La gauche de Kamal Joumblat réussira-t-elle à instaurer un Etat laïque et populaire au Liban ? Il est certain que l'on ne peut attendre d'elle la réalisation d'un socialisme tel que nous le souhaitons. Comme dans tout le Moyen-Orient, les leaders de la gauche qui se réclament de l'idée socialiste sont généralement venus de la petite bourgeoisie, et ils évoluent dans une société où une bourgeoisie commerçante beaucoup plus qu'industrielle domine une masse populaire, dont les idées sont confuses, quand elle en a. Mais ces leaders de gauche peuvent apporter au pays quelques réformes progressives. Il est certain, en particulier, que l'ancienne constitution libanaise, qui donnait la première place aux Chrétiens, a fait son temps et n'est plus adaptée à la situation nouvelle. Le Liban ne sera jamais plus, au point de vue politique, ce qu'il était auparavant. Et la meilleure solution est la laïcisation totale, la nette séparation du pouvoir temporel et de toutes les religions. Mais il ne faut pas se dissimuler les difficultés que rencontrera la réalisation d'une telle transformation dans un pays comme le Liban, où les adeptes de chaque religion, de chaque rite même, sont habitués à s'organiser entre eux, où le statut personnel de chacun est fixé par sa religion, et où beaucoup de Chrétiens, se sentant maintenant minoritaires, ont peur de devoir vivre dans un pays dominé par les Musulmans, ce dont s'accoutument pourtant leurs coreligionnaires de Syrie, qui ne forment que 20 % de la population de leur pays. Et il faut saluer ces jeunes Musulmans et Chrétiens de Beyrouth qui, au plus fort de la tempête, ont rayé publiquement la mention de la religion sur leur carte d'identité. Je ne sais si, nos camarades, ici, en France, se rendent compte du mérite d'une telle action dans un pays où la religion est la base de tout.

Enfin (il me faut bien revenir encore sur cette question, car si elle n'est pas la seule cause des troubles actuels, elle en est la plus directe), rien ne sera réglé tant que l'on n'aura pas trouvé une solution au problème palestinien. Qui ne voit aujourd'hui, par l'exemple si édifiant du Liban, quelles perturbations il amène dans les pays arabes du Moyen-Orient. Loin de l'avoir créé, les gouvernements de ces pays en subissent les conséquences, et ce sont les Palestiniens eux-mêmes qui refusent de renoncer à retourner en Palestine. Si on continue de laisser pourrir la question palestinienne, après avoir embrasé le Moyen-Orient, elle finira par embraser le monde.

Telles sont les conditions d'un retour au calme dans ce Liban qui, avant la tourmente, était remarquable par la douceur de vivre qu'on y trouvait, l'amabilité de ses habitants, l'accueil qu'ils réservaient aux simples voyageurs comme aux réfugiés politiques des pays voisins. C'est ce Liban là que j'ai connu et aimé, c'est celui dont je souhaite la prochaine renaissance.

25 mars 1976.

Jacques GALLIENNE.

La liberté réservée aux seuls partisans du gouvernement, aux seuls membres d'un parti — fussent-ils aussi nombreux qu'on voudra — ce n'est pas la liberté. La liberté, c'est toujours la liberté de celui qui pense autrement. Non pas par fanatisme pour la « justice », mais parce que tout ce qu'il y a d'instructif, de salutaire et de purifiant dans la liberté politique tient à cela et qu'elle perd son efficacité quand la « liberté » devient un privilège.

Rosa LUXEMBOURG.

DE KRAVCHENKO A SOLJENITSYNE

Des témoignages et un message

La Révolution prolétarienne venait à peine de naître en 1947, lorsque parut le livre de Kravchenko : « *J'ai choisi la liberté* ». Nous préparions le numéro, selon le processus habituel, lorsque Monatte intervint avec une vigueur passionnée, exceptionnelle chez lui. Il fallait, par une présentation saisissante placée au sommet de l'actualité, ce témoignage d'un jeune Soviétique — fils d'un vieux combattant de la Révolution russe, dont la maturation ne devait rien à l'influence paternelle, dont l'adolescence s'était exaltée dans le mirage de l'industrialisation vertigineuse, des plans quinquennaux staliniens, de la collectivisation agricole, de la construction d'un socialisme national — qui avait occupé de hautes fonctions dans l'administration soviétique, et qui, en mission consulaire à Washington, venait de rompre brutalement, définitivement, avec son gouvernement et son pays, cherchant aux Etats-Unis, un refuge, où sa sécurité ne serait pas assurée (l'influence soviétique était encore fort efficace, outre-Atlantique), mais où il pourrait enfin soulager sa conscience et porter contre le régime stalinien, un témoignage décisif, formellement incontestable.

Nicolas Lazarevitch analysa l'ouvrage. Monatte lui consacra plusieurs « *Carnets du Sauvage* », et m'invita à exprimer dans la R.P., une idée que je lui avais soumise sur cette tragédie de la jeunesse russe n'ayant que le choix entre l'avitilissement ou l'anéantissement. Monatte avait une fois de plus senti, par géniale intuition, ce que les théoriciens, les raisonneurs, les gens compétents n'avaient pas prévu : l'importance historique d'un tel témoignage : Ce fut contre Kravchenko un déchaînement inimaginable de mensonges, de calomnies, de sarcasmes et d'imprécations. Des intellectuels, à qui le libéralisme des démocraties accordait une large audience, « *bonne renommée et... ceinture dorée* » (filles publiques et dames patronesses en même temps) entreprirent de discréditer l'auteur, intellectuellement et moralement, de nier à la fois son ascension dans la hiérarchie soviétique et ses possibilités littéraires. C'était un analphabète, ignorant et vénal, fabriqué par les services secrets américains, qui avait signé — d'un nom probablement faux — un manuscrit certainement rédigé par d'autres. Quelque temps plus tard, un procès en diffamation sur plainte de Kravchenko, engagea des débats qui durèrent plusieurs semaines, devant une Cour parisienne. Je regrette de ne pas en avoir conservé le compte rendu in extenso. Cela vaudrait la peine de s'y référer, pour mettre le nez de certains grands esprits... aujourd'hui déstalinisés et déstalinisants, de plus en plus bourgeoisement honorés, dans leur immonde marchandise. Je me souviens en particulier des déclarations d'écrivains... « en uniforme », proclamant l'inexistence des camps de concentration en U.R.S.S. Des sarcasmes accueillirent le témoignage de Margarete Buber-Neuman — veuve de Heinz Neumann, l'un des leaders du « *Kommunist Partei Deutschland* », liquidé en 1937 par Staline — elle-même déportée en Sibérie, puis livrée à Hitler par Staline, et internée à Ravensbrück — (avons-nous pensé à mettre en relief l'extraordinaire document qu'elle nous a fourni, avec son livre : *La Révolution mondiale*, publié en 1967, traduit en français en 1971).

Kravchenko — dont la sincérité et la probité furent officiellement établies — s'est suicidé, il y a quelques années. J'ignore les circonstances de sa mort. Peut-être fut-ce la conclusion logique de cette tragédie de la jeunesse russe qu'il avait intensément vécue ? Lorsqu'on n'est pas animé comme Alexandre Soljenitsyne par une géniale vocation littéraire — qui a fait de lui, le plus grand écrivain russe depuis la mort de Tolstoï —, peut-

on survivre à l'écroulement total des valeurs qui avaient motivé les enthousiasmes de l'adolescence ?

On a oublié aussi les débats contradictoires et les conclusions du tribunal international, constitué sur l'initiative de David Rousset (en 1950 ?), pour juger les réalités des « camps de concentration » soviétiques. En 1948, la R.P. avait tiré d'une œuvre savamment élaborée, l'œuvre de Jan Valtin « ex-agent de l'Internationale communiste » « *Sans patrie, ni frontières* » : témoignage également incontestable sur les criminelles et aberrantes manœuvres du Komintern, dans les pays occidentaux. On a oublié... On a oublié le remarquable article de Barton consacré au « lyrisme » de Pasternak.

La R.P. de Monatte semble négliger cette mission de lutte contre le stalinisme, sa « raison d'être » (disait Guilloré). On nous objectera que « Staline est mort »... que le stalinisme a été jeté dans la fosse commune du temps... que les communistes occidentaux proclament leur indépendance à l'égard de l'U.R.S.S.... que celle-ci n'est plus soumise à un totalitarisme monolithique et imperméable...

IL FAUDRAIT S'ALIGNER SUR LES GAULLISTES

Les anciens de la R.P. n'ont pas la mémoire courte !... Ils ont fréquemment perçu des variations de langage, dans les déclarations officielles de chefs communistes et de dirigeants soviétiques... à croire qu'on entendait d'autres personnages... alors que les mêmes brûlaient ce qu'ils avaient adoré et adoraient ce qu'ils avaient brûlé. Ce qui est essentiel, c'est le système... et nous persistons à croire qu'il ne peut être amendé, réformé, allégé... que tel l'hitlérisme, toute altération profonde, organique « structurelle », toute corruption (au sens propre du terme) le condamne à l'écroulement, à la pulvérisation... Dans notre R.P. (cf. numéro de mars 1976) on nous accuse de « considérer les communistes comme des démons venus de l'enfer »... Si vraiment on peut déceler une telle stupidité dans mes articles, il faudrait m'inviter à « sucrer les fraises » dans le fauteuil roulant des gâteaux. Au congrès de la C.G.T.-F.O. de 1952, je demandais aux amis crispés dans un anticommunisme... (largement justifié), de chercher toujours l'homme sous l'uniforme du partisan. « *Nous voulons vaincre les Staliniens pour les libérer eux-mêmes.* » En 1953, au lendemain de la mort de Staline (ce despote oriental, selon Louzon), je concluais un article paru dans *Force Ouvrière* du 1-3-53, par ces lignes : « *Je n'attends rien des successeurs de Staline. J'attends la liquidation de la succession. J'attends, comme tous les syndicalistes, le message du prolétariat russe, libéré du stalinisme.* »

Le même rédacteur de la R.P. nous convie... à prendre exemple sur De Gaulle et les gouvernants gaullistes qui « ont eu la meilleure influence sur l'évolution de la situation en U.R.S.S. ». Et on se réfère à l'exemple d'Imre Nagy et de Dubcek, qui... « se sont rapprochés des oppositionnels qu'ils avaient combattus ». On sait quel fut leur sort. Celui-là, hongrois, vaincu en 1956, fusillé en 1958 pour avoir cru en la parole des maîtres du Kremlin — celui-ci, tchéco-slovaque, vaincu et condamné en 1968, après l'intervention des blindés soviétiques. L'influence du gouvernement gaulliste... qui aurait sauvé... « certains contestataires exilés »... (c'est comme on vous le dit. Et une telle énormité a droit de cité dans la revue de Monatte)... n'aurait-elle pu s'exercer efficacement sinon en faveur de Nagy, du moins en faveur de Dubcek ?

L'ARTIFICE D'UN FANATISME INVENTÉ

Et pour nous éclairer, on avance une explication de la répression soviétique qui est presque une justification. C'est le « fanatisme des communistes soviétiques qui sont convaincus que les ennemis qui entourent l'U.R.S.S. veulent détruire le socialisme pour rétablir le capitalisme ».

Il suffit des témoignages de Kravchenko, de Valtin, de Margarete Neumann, de Sakharov (le savant réalisateur de la bombe H...), de Soljenitsyne pour prouver l'artifice de cette explication. Que Staline ait justifié officiellement ses atrocités par... « les dangers extérieurs » (franco-anglais ou allemands, nazis ou américains... selon les avatars de sa politique internationale)... cela faisait partie d'une mise en scène, composait une toile de fond... dont la seule utilité était de renseigner les sujets du féroce Géorgien sur les impératifs de la propagande et les tendances... provisoires... du maître omnipotent. Le fanatique... héritier des prêtres d'Isis ou de Bellone au délire sacré, passionné pour sa propre foi, insensible à toute autre chose... n'existe plus parmi les gouvernants, les fonctionnaires, les bureaucrates d'U.R.S.S. Les uns ne pensent qu'à garder le pouvoir — les moyens de l'impérialisme soviétique assurant leur propre sécurité — les autres « robotisés », ne prennent position que par ordre et s'efforcent de prévenir les aléas de conflits entre les chefs, en choisissant le bon parti (celui du vainqueur), ni trop tôt, ni trop tard... Quant au peuple, tenu dans l'ignorance presque complète de ce qui se passe à l'étranger, dès qu'il bénéficie de quelques clartés, ou simplement dès qu'il croit en la possibilité d'un choix, il va spontanément vers ce qui le libérera du... « socialisme » tel qu'il le connaît. Il choisit la liberté... comme Kravchenko... sans se poser de questions sur... le capitalisme, sur la civilisation de l'Occident... Il est naturellement pour... tout ce qui est contre le pire régime d'oppression. Il a fallu l'in vraisemblable et atroce stupidité des chefs hitlériens pour que la sympathie spontanée des populations en terres soviétiques occupées en 1941, se mue en farouche résistance patriotique dont Staline ne tint d'ailleurs aucun compte, lors des liquidations de 1944 et 1945.

LE MESSAGE DE SOLJENITSYNE

Avec Soljenitsyne, le témoignage se prolonge en « message » à l'Occident. Un ami désintéressé et convaincu n'accepte pas le choix implicitement formulé par l'auteur de « l'Archipel du Goulag »... entre le système totalitaire et l'Occident. Révolutionnaire fidèle aux valeurs que nous avons servies, il se refuse à les retrouver dans un Occident soumis aux lois du capitalisme, aux servitudes de l'impérialisme. Malheureusement sa logique — légitime — ne peut-être comprise par Soljenitsyne qui n'a pas choisi l'Occident pour une civilisation qu'il réprouve, mais simplement parce qu'en Occident, il peut parler librement — et cette liberté « relative », lui permet d'incriminer l'Occident de ses complaisances pour le système totalitaire... Que cela le conduise (cf. des déclarations soigneusement diffusées, à travers des traductions et des interprétations peut-être tendancieuses à la Télévision espagnole du 21-3-1976 et à la Télévision anglaise du 24-3-1976) à des jugements que nous ne pouvons accepter... c'est par un parti pris délibérément conçu et proclamé. L'ennemi à abattre c'est le système. Ce n'est pas la faute de Soljenitsyne, si ce totalitarisme rouge se présente sous la raison sociale du communisme et du marxisme... Alors, tout ce qui lui apparaît comme un prolongement du léninisme et du stalinisme (celui-ci pour lui fils de celui-là) provoque son implacable hostilité. Ses conférences du 30 juin 1975 à Washington, du 9 juillet à New York, sous le patronage de l'A.F.L.-C.I.O. — dont nous avons le texte intégral sous les yeux — éclairaient définitivement cette tendance fondamentale. Il a vu dans l'invasion du Vietnam-Sud et du Cambodge, dans les tentatives du parti

communiste portugais à l'époque, une offensive victorieuse du communisme, de nouvelles projections de l'Archipel du Goulag... Ce n'est peut-être pas vrai... encore !... Mais c'est fort probable... On s'étonne de son jugement favorable sur l'Espagne de l'après-franquisme. Il y a vu des gens circulant librement, il y a entendu des propos hostiles au gouvernement, il y a lu une presse contestatrice et surtout il a constaté que les grèves ouvrières, ébranlant la société espagnole, n'étaient pas réprimées comme crimes politiques — *Tout cela, totalement invraisemblable, impensable... dans tout Etat soumis au système... Est-ce sa faute ?* Quant à l'accuser comme on l'a fait par odieuses insinuations — de défendre a posteriori l'hitlérisme... c'est une calomnie que sa stupidité suffirait à repousser avec mépris. Cet officier soviétique — qu'une arrestation arracha à son poste en 1945, alors que son unité allait atteindre l'Elbe — avait déjà l'intention de parler aux Américains, afin de leur prouver que ce que représentait Hitler et qu'il haïssait plus encore qu'eux — se retrouvait en Staline.

Ne vous livrez pas, mes amis, à un examen critique des propos de Soljenitsyne ! Imaginez un rescapé des camps nazis d'extermination, échappé par miracle, se retrouvant dans une Europe démocratique où l'on parle de détente dans les rapports avec Hitler, où l'on a accepté de « faire la part du feu », c'est-à-dire de laisser le nazisme s'installer en maître chez des peuples qu'on lui a abandonnés. Imaginez sur lui l'effet de la lecture dans le Monde du 7-7-1975, de la correspondance reçue après la publication de son premier et solennel avertissement... lettres de lecteurs où l'on retrouve tous les slogans de la propagande dite révolutionnaire et socialiste. Aurait-on osé écrire en 1945 que l'Allemagne de Hitler a joué un rôle « positif dans la longue et douloureuse histoire de la libération humaine » — ce que dit M. Mora, écrivain espagnol... à propos de l'U.R.S.S... la patrie de l'Archipel du Goulag ! Mme Eléna Hasard de Bruxelles fait de l'ironie, à propos de la défaite au Vietnam de cette civilisation occidentale « made in USA »... avec sa presse scandaleuse, ses voleurs, ses prostituées, ses mendiants »... car cette charmante dame est certaine que maintenant la vertu règne à Saïgon, comme à Hanoi... une vertu militarisée, blindée et casquée, par laquelle on ne peut voler et se prostituer que sous l'uniforme du partisan... tandis que pour la seule presse officielle, le scandale c'est la liberté d'expression. Mme Hazard connaissait bien la pensée de Soljenitsyne. « Heureusement, ce qu'il dit aujourd'hui, enlève leurs derniers doutes aux quelques aveugles qui s'interrogent encore sur ce martyr. » Imaginez qu'une dame ait écrit cela en 1945, après avoir lu les confessions d'un survivant, victime d'Hitler. Et pensez au traitement qui lui aurait fait subir un commando d'ex-déportés... Moi, s'il fallait la châtier, je me contenterais de l'obliger à lire tout haut le chapitre 8 du 2^e tome de l'Archipel du Goulag : *la femme au camp*. Sera-t-elle capable alors de comprendre que le mot « martyr » définit « le témoin », celui qui a subi ce qu'il relate, celui dont la Foi survit aux épreuves et aux souffrances. Un surhomme ? Peut-être, car, dit Soljenitsyne : « les psychologues qui se retrouvaient dans les camps avaient pour la plupart bien autre chose à faire que de procéder à des observations ; ils tombaient eux aussi dans ce courant qui précipite la personne humaine dans la fange et les excréments » (cf. : l'Archipel du Goulag, tome 2, page 159).

On devrait publier dans la R.P. de larges extraits des deux conférences de Soljenitsyne aux Etats-Unis. Monatte l'aurait fait... même et surtout si selon une de ses pittoresques formules « c'était pour nous une douce revigorante ».

Que ce martyr authentique bouscule un de nos « tabous » en attribuant à Lénine la paternité du système... c'est une raison de plus pour l'entendre... Nous ne sommes pas fiers en évoquant l'insurrection de

Cronstadt réprimée sauvagement en 1921. Nous apprenons aujourd'hui qu'en 1918 les ouvriers grévistes de Petrograd, révoltés contre les chefs communistes réfugiés à Moscou furent mitraillés comme les grévistes de Kolpeno, la même année. Soljenitsyne a évoqué la mémoire d'une victime des purges stalinienne ! Alexandre Chliapnikov, animateur en 1921 avec Alexandra Kollontaï de l'Opposition ouvrière, que nous avons rencontré à Paris en 1925, alors que nous intervenions pour sauver Nicolas Lazarevitch.

Et s'adressant aux syndicalistes américains — constants adversaires du bolchevisme, Soljenitsyne leur oppose les capitalistes américains qui depuis les premières années de la Révolution ont bénéficié pour leurs prospections en U.R.S.S. de « l'appui continu et solide des chefs communistes ».

QU'IMPORTENT DE VAGUES HUMANITES !

Les correspondants du « Monde »... ceux que nous avons signalés ne seront certainement pas émus par les précisions chiffrées apportées par Soljenitsyne. « Un mort c'est une tragédie. Des millions de morts c'est de la statistique. » Et celle-ci prouve l'efficacité du système. Ainsi pendant toute la période pré-révolutionnaire, celle du terrorisme légitime, des attentats contre le tsar dont un au moins avait réussi, de la naissance et du développement des partis socialistes russes, de la Révolution de 1905, on comptait en moyenne 17 exécutions capitales par an. La Tcheka a reconnu en s'en glorifiant avoir, en 1918 et 1919, exécuté plus d'un millier de personnes par mois. Et pendant la grande terreur stalinienne, on s'élève à 40.000 fusillés par mois. Soljenitsyne n'exagère pas d'autre part en évaluant à 15 millions le nombre des paysans victimes de la collectivisation agricole. Il ajoute qu'en 1932 et 1933 « une famine artificielle a causé la mort de 6 millions de personnes en Ukraine, à la porte de l'Europe qui ne s'en est pas aperçu... »

Mme Elena Hazard de Bruxelles haussera des épaules peut-être séduisantes. Cela ne changera certainement pas son opinion sur... ce pseudo-martyr (sic !) de l'Archipel du Goulag... Qu'importent de vagues humanités... pourvu que les certitudes idéologiques soient confirmées !

Il est vrai que Soljenitsyne s'affirme chrétien... peut-être réactionnaire. Déjà dans une lettre adressée aux dirigeants soviétiques, composée en 1973, avant son exil : il juge malsaine « la croyance dans le progrès indéfini, mythologie délirant »... il a toujours condamné le matérialisme, aussi bien en sa philosophie qu'en son amoralité. Qu'il soit anti-marxiste, c'est incontestable. Mais ne triomphez pas ! Car le grand savant Sakharov — à qui on attribue la réalisation de la bombe H — s'il a rejeté « le romantisme patriarcal et religieux de Soljenitsyne, s'il croit aux progrès techniques et sociaux, rejette aussi l'idéologie marxiste... » non parce qu'elle est occidentale, mais parce qu'elle est fautive. Et tous, même ceux qui demeurent plus proches des thèses communistes — comme le mathématicien Pliouchtch — s'accordent avec Soljenitsyne et Sakharov sur le constat de faillite du système soviétique. Et c'est là l'essentiel. A nous d'en tirer toutes les conclusions, sans oublier notre jugement sur tous les grands intellectuels qui — dupes ou complices — ont entretenu et entretiennent encore le mensonge et l'imposture.

Je veux bien ajouter que le christianisme de Soljenitsyne ne me paraît pas un facteur négatif dans l'équation personnelle de ce grand bonhomme. Tant pis pour nous, s'il faut retrouver l'homme à travers des mythes qui ne nous séduisent guère. Il est normal que nous évoquions Tolstoï. Dans la conférence que Jaurès avait consacrée à celui-ci, il y a une belle image sur « les clartés brutales d'en bas volant les clartés supérieures ». Soljenitsyne, mérite l'hommage que Jaurès rendait à Tolstoï « il nous aide à lever les yeux vers le ciel plein d'étoiles ! ».

Roger HAGNAUER.

LA TEMPÊTE DANS NOS ENCRIERS

Si nous continuons sur notre lancée actuelle il ne restera bientôt plus trace dans notre R.P. du syndicalisme révolutionnaire des Monatte, Louzon, Péra, Rosmer, Hagnauer, Thévenon, Baldacci, Simone Weil, Faucier, Charbit... et quelques autres, les uns des autres aussi différents que semblables les uns aux autres.

Anarcho-syndicalisme, syndicalisme révolutionnaire, syndicalisme communiste, syndicalisme socialiste et syndicalisme tout court, trouvaient leur compte respectif ou commun dans leurs accords et leurs discordes dans leurs thèses et anti-thèses, mais, surtout, dans leurs observations directes de la réalité extérieure qui aboutissaient le plus souvent à des synthèses exemplaires et solides, voire d'envergure doctrinale.

Pour ne parler que de la tempête soulevée dans nos fonds d'enciers par cette controverse qui eut, à l'origine, des insanités anti-syndicales et anti-unitaires, je ne vois pas pourquoi il serait forcément de bonne obédience « Ecole Emancipée » de devoir les admettre. Je ne vois pas non plus pourquoi Barlet, fidèle ami de la R.P. parmi d'autres, serait forcément tenu à ne pas considérer quant à lui, comme les meilleures bases syndicalistes actuelles dans la réalité quotidienne, les majorités F.E.N. ou S.N.I. et les associations coopératives et mutualistes qu'elles contribuent largement à animer, tout comme Arlette Laguiller, Lambert, ou Maurice Joyeux, par ailleurs, et par exemple, peuvent, d'autre part, considérer de même, le choix de base qu'ils font de F.O. Le problème de la démocratie syndicale effective est d'attribuer cela au comportement répréhensible

d'une équipe syndicale donnée, il ne faut pas oublier qu'il est général. Qui peut citer une organisation quelconque où, dans les mêmes luttes extérieures et intérieures, dans les possibilités réelles du moment, compte tenu d'effectifs vraiment représentatifs à 70 %, on prend mieux, qu'à la F.E.N. et au S.N.I., en considération la démocratie syndicale et l'esprit unitaire démocratique de la charte Bonissel-Valière en admettant que cette charte y eût été concevable ? Pas au S.G.E.N. (C.F.D.T.) sans doute ? Je suis d'autant mieux placé pour l'écrire que, parmi les tout premiers, j'ai mené la lutte pour les liaisons intersyndicales entre la F.E.N., le S.N.I., et la C.F.D.T., entre autres, en opposition alors, sur ce point, avec « l'Ecole Emancipée » même.

Qui ne voit, en face du problème de la démocratie syndicale, qu'il est plus facile de théoriser dans une minorité que de mettre en application dans une organisation de masse ? Cette dernière est aux prises d'abord avec les conditionnements de la vie actuelle, et la multiplication géométrique, du logement à l'abonnement théâtral et à la mutualité, des organisations qui devraient aussi être gérées démocratiquement par assemblées directes. Je passe sur l'extrême compartimentage des techniques, des fonctions, des horaires, des spécialisations, et sur l'extrême dispersion des lieux de travail. Je passe sur la sursollicitation permanente, la masse des informations, tout ce qui a changé du tout au tout la vie syndicale de 1930, ou de l'immédiate après guerre.

Parmi les organisations syndicales qui seraient prêtes peut-être à attribuer aussi, à la F.E.N. et au S.N.I., la

palme de l'asservissement syndical anti-démocratique, comme Jean Magri attribuait curieusement à son respect des tendances, sa bureaucratisation, combien pourraient nier la quasi-impossibilité où elles se trouvent, hors des réunions et congrès de leurs cadres à un titre ou à un autre, hors des périodes de conflits dans les entreprises mêmes, de réunir quelque assemblée statutaire valable que ce soit de leur base ? La vente des timbres est le plus souvent le seul contact entre cette base et leur sommet.

J'ai reparlé des tendances. Qui montrera dans la réalité, solution de ce problème, sinon parfaite, du moins meilleure que celle existant à la F.E.N. et S.N.I., et plus proche de l'esprit de la motion Bonissel-Valière ? A la R.P. le problème des tendances n'a pu être jusque-là que passé sous silence. Cela ne prouve pas qu'il s'agit d'un problème commode, même sur le plan théorique.

Croira-t-on aussi que je cède à quelque aigreur d'ancien mis sur la touche, à quelque volonté de dénigrement, si je fais part de mes réflexions devant certaines réunions démonstratives de jeunes, étudiants surtout, auxquelles j'ai l'occasion d'assister, dans une salle de cinéma culturel qui constitue par ailleurs à Saint-Etienne une très belle réalisation.

Je ne peux m'empêcher de comparer, en les imaginant, les réactions de mon grand-père disparu à celles du public devant un film comme *la Cecilia*, par exemple (histoire d'une communauté agricole anarchiste, d'après Rossi, film de Jean-Louis Comolli). Tisserand, grand lecteur des *Mystères de Paris*, et nanti de trois ans d'école communale en tout, le vieil homme eût été moins gauche que les étudiants dont je parle pour exposer son point de vue.

Jamais les études n'ont été aussi longues, aussi libres, l'information audio-visuelle, orale et imprimée aussi variée, aussi large, aussi disponible..., jamais on n'a éprouvé — je ne mets encore une fois aucune intention péjorative, aucun reproche dans cette constatation — une telle impression d'absence de curiosité, d'insatisfaction morne, de refus de toute méthode d'acquisition, sans exclusion, curieusement, toutefois, une sorte d'auto-satisfaction préalable, de certitude de science infuse affirmée en quelques formules choc... Quel problème là encore !...

Certes les questions posées sont devenues beaucoup plus nombreuses, plus vastes, plus complexes. Elles ne paraissent guère susciter l'émulation !

Un de nos problèmes fondamentaux

Sur d'autres plans enfin, mais toujours sur celui qui nous intéresse d'abord, comment se fait-il que Gallienne, de son côté, lui qui sait ce que : lire, observer et travailler méthodiquement, veut dire, Gallienne qui nous avait habitués à une autre solidité, puisse, en trois coups de cuillère à pot, dans la revue de « *la primauté*, et non de *l'exclusivité*, du syndicalisme » balayer, comme il le fait, un de nos problèmes fondamentaux permanents, sous le titre : « *Le syndicalisme suffit-il ?* ».

Est-ce, d'abord, la question ? Nous la formulons, depuis 1924, autrement. « *Quel mode d'organisation des travailleurs considérons-nous à la R.P. comme prioritaire et produit spécifique et naturel de l'évolution ouvrière dans l'Histoire et la réalité immédiate ?* »

Peut-on, d'autre part, concevoir une conception ou une action syndicale qui ne soit politique, bien entendu?... Mais peut-on justement pour cette raison, la confondre avec l'action, la conception de tel ou tel parti ?

L'influence des partis dans les syndicats n'engendre-t-elle pas cette sorte d'équilibre entre les fractions et les tendances, voire une nécessité pour les fractions mêmes de se normaliser en tendances dans les syndicats qui résistent à leur emprise ?

Ne peut-on faire sur de tels plans des différences claires et fécondes entre l'organisation spécifique de classe et l'organisation spécifiquement idéologique ?... en attachant plus d'importance à la politique de la première que d'importance politique à la seconde malgré son titre ?...

Qui disait que le syndicat était le parti réel de la classe ouvrière, ou qui a pu dire que les tendances syndicales étaient les vrais partis idéologiques de la classe ouvrière dans le cadre de ses institutions propres, alors que les partis étaient des créations plus artificielles adaptées aux institutions propres, alors que les partis étaient des créations plus artificielles adaptées aux institutions bourgeoises ? Ces constatations sont-elles désormais négligeables ?

Peut-on écrire encore la formule aussi anti-Proudhonienne qu'anti-Marxiste (Proudhon et Marx ayant pu s'entendre au moins sur la formule d'analyse et recherche des lois naturelles de la société) selon laquelle : *on fait la Révolution ?* On disait autrefois : *préparer le Grand Soir*.

Est-il des situations révolutionnaires autres que celles, nées des conditions techniques, sociales, ou internationales naturelles, hors la volonté humaine qui ne peut agir, et combien difficilement, que dans l'adaptation, et combien boiteuse, à la Révolution même, et seulement quand elle est devenue inéluctable.

Dans ce cas là existe-t-il, à chaque nouvelle expérience, le capitalisme d'Etat ou la dictature militaire mis à part, d'autres formes d'organisations, éphémères ou non, plus caractéristiques que celles les plus voisines des structures syndicales économiques et géographiques qui esquissent, avec leurs satellites mutualistes ou coopératistes, et leurs amitiés d'entreprises, avec quelque efficacité les seules expressions réelles de structures sociales prolétariennes et techniciennes ?

Les structures syndicales elles-mêmes, avec leurs doubles filières, dans la lutte d'abord, dans les comités de grèves, dans les essais d'organisation ensuite, avec leur double réseau, n'offrent-elles pas, au contrepied de ce que dit Gallienne, un réseau économique calqué, *par nature*, sur le réseau industriel et distributif, et un réseau géopolitique, d'unions locales, départementales et régionales, en un système nerveux, *par nature* administratif. Sont-elles, ces structures syndicales, comme le dit Gallienne, *par nature*, plus éloignées que les assemblées parlementaires classiques, des possibilités de transformation sociale de la classe sociale dont elles sont le squelette naturel ?

Enfin, et comme l'a écrit, contradictoirement me semble-t-il, Gallienne, les syndicats sont-ils, en conclusion, de même nature que les partis ? (Guilloré nous avait très bien démontré le contraire dans son article sur le contre-pouvoir). Sont-ils impuissants parce qu'ils sont identiques, quoique différemment composés, et ne valent pas mieux ? ou sont-ils insuffisants parce qu'ils sont différents et, du point de vue révolutionnaire, valent moins ?

Tout cela est trop important, pour ne pas mériter plus de clarification que celle puisée dans un peu de nos encriers, et, singulièrement, le problème de l'indépendance respective, comme celui des rapports possibles entre organisations de forme différente dont la présence simultanée est, de toute façon, inéluctable.

Les grandes centrales étant, selon Gallienne, inefficaces, et les grands partis, à leur manière, l'étant aussi, Gallienne en appelle en conclusion à une lecture plus attentive des analystes et penseurs sociaux et socialistes, ce qui est très bien, quoique trop limité, même sur le plan de la lecture.

Son autre conclusion est un appel à la tâche essentielle d'unifier les groupuscules d'extrême-gauche en contribuant à liquider leurs querelles byzantines et leur sectarisme impuissant... C'est une entreprise bien aléatoire, surtout quand on sait, et quand on peut facilement comprendre pourquoi, tout processus de rapprochement d'une fraction quelconque avec une autre, dans de tels organismes, entraîne spontanément un nouveau, sinon plusieurs processus de rupture, tant dans l'organisme où le phénomène initial s'est produit, qu'en d'autres qui lui sont extérieurs bien qu'étant similaires.

Mieux vaut, me semble-t-il, travailler avec ce qui existe, avec ce que l'on possède réellement, malgré tous les défauts que l'on y peut trouver, et prendre les bateaux qui flottent, effectivement, naviguent.

Quant à mettre fin, pour leur propre compte, à leurs « obscures » querelles », comme le demandait déjà Simone Weil, autour de 1934, les militants de la R.P., dans leur diversité d'origines, aussi, bien que dans leur diversité coopérante et féconde, y ont toujours finalement bien réussi jusque-là.

Espérons que les comptes rendus des réunions d'abonnés et l'ouvrage d'Alexandre Croix : « *Les cinquante ans de la Révolution Proletarienne* » leur fourniront le matériau qui leur permettra de restaurer la R.P. pour la continuer.

Jean DUPERRAY.

LA "R.P.", REFLET DE LA CHARTE D'AMIENS

A la dernière réunion consacrée à l'avenir de notre revue, nous avons parlé de ce que doit être la *Révolution Proletarienne* et de son contenu. Certains camarades se sont opposés à ce qu'elle soit une revue d'action, estimant que la *Révolution Proletarienne* n'est pas l'organe d'un syndicat et qu'à ce titre, elle ne peut être une revue d'action. Pour eux, il faut qu'elle soit avant tout une revue de réflexion, de culture syndicale. D'autres pensent que la R.P. doit prendre des positions et faire de l'action. Mais que celles-ci restent syndicales. Etant bien entendu que la R.P. ne doit pas faire de politique.

En lisant la R.P. du mois de mars 76, j'ai trouvé dans « A bâtons rompus », de Jacques Gallienne — camarade fort sympathique et très intéressant avec qui, même si l'on n'est pas toujours d'accord, on peut faire un bon travail (ne riez pas, les compliments ce n'est pas mon genre) — un papier fort intéressant. « Le syndicalisme suffit-il ? ». Nous trouvons ce genre de phrase : « Mais le syndicalisme est-il un instrument suffisant de l'émancipation sociale ? Autrement dit, peut-on espérer faire la révolution au moyen des seuls syndicats, en dédaignant la lutte politique » — « De plus, ne groupant ses membres que sur une base professionnelle, le Syndicat n'est armé efficacement que pour une lutte revendicative et non pour une transformation radicale de la société. » Gallienne pense qu'il faut des organisations annexes aux syndicats pour mener une lutte politique.

Voilà qui donne à réfléchir ! Fichtre ! Tiens, je vais relire la charte d'Amiens !

« Le Congrès d'Amiens confirme l'article 2 constitutif de la C.G.T., disant :

La C.G.T. groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat. A la première phrase, c'est toute une révolution ! Ce qui est recherché en premier lieu c'est la disparition du salariat et du patronat. Le syndicat est donc bien plus qu'une organisation qui lutte pour l'amélioration quotidienne des travailleurs, mais l'instrument principal de la lutte contre le pouvoir capitaliste et bureaucratique. La disparition du salariat et du patronat implique déjà toute une transformation sociale, en un mot, c'est la victoire du socialisme. Mais continuons notre lecture qui risque d'être passionnante.

Le congrès considère que cette déclaration est une reconnaissance de la lutte de classe, qui oppose sur le terrain économique des travailleurs en révolte contre toutes formes d'exploitation et d'oppression, tant matérielles que morales, mises en œuvre par la classe capitaliste contre la classe ouvrière. »

La Charte d'Amiens, étant à ce qu'il me semble, la base même de la R.P., celle-ci ne serait donc pas seulement une revue de réflexions, mais aussi une revue d'action. A chaque événement de la vie, elle doit participer à la lutte de classe, pour la disparition du salariat et du patronat, pour l'émancipation intégrale, pour l'expropriation capitaliste. Sans oublier la lutte quotidienne pour l'amélioration immédiate de la condition ouvrière, aussi bien matérielle mais, surtout à notre époque, morale. Elle doit préparer (selon les termes de la Charte d'Amiens) le syndicat à être pour l'avenir le groupe de production et de répartition.

Voilà pourquoi la R.P. doit être à la fois une revue d'action syndicale pour préparer l'émancipation économique des travailleurs, mais aussi, une revue d'action politique, qui est celle de la classe ouvrière et non celle d'un parti. Une fois l'émancipation économique réalisée, l'émancipation politique suivra. Mais il n'empêche que la R.P. doit mener parallèlement une action politique pour accentuer l'émancipation économique. Ce qui prouve que les partis sont inutiles et même nuisibles. De plus, elle doit être une revue de réflexion ce qui permettrait aux camarades de se cultiver au point de vue syndical et politique afin de ne pas retomber dans les erreurs du passé. Elle est l'un des derniers bastions du mouvement syndical révolutionnaire. Elle peut, par sa tournure d'esprit, influencer, orienter, les syndicats devenus maintenant réformateurs.

Nous pouvons, hors du syndicat, nous réunir suivant nos affinités particulières. Ceci permet une discussion, une résolution d'idées sur un sujet quelconque ou sur une forme de socialisme. C'est l'expression concrète de l'individualité.

A l'intérieur d'un syndicat, de multiples individualités se rencontrent, plusieurs expressions se confrontent. L'individualité est donc à la base du syndicat et, par extension, de la société. Dans le syndicat comme dans la société, on pourrait appeler ce genre de colloques, l'expression collective de l'individualité. Cette expression collective est plus ou moins influencée suivant les êtres, mais son but est avant tout la réalisation du socialisme. Un socialisme autoritaire, c'est-à-dire un socialisme qui tue l'individualité ne peut prétendre à l'émancipation des travailleurs. Seul un socialisme qui tient compte de l'individualité peut réaliser la société nouvelle à laquelle nous aspirons.

En résumé, la *Révolution Proletarienne* est à la fois une revue de réflexion et d'action, mais aussi de culture aussi bien littéraire qu'artistique. La *Révolution Proletarienne*, c'est la « Vie Ouvrière » de Pierre Monatte.

Michel DESCARSIN.

NATIONALISME ET LUTTE DES CLASSES AU QUÉBEC

(SUITE ET FIN)

Dans la première partie de son étude, Pierre Aubery a rattaché la lutte pour l'indépendance du Québec au mouvement ouvrier, et même au syndicalisme révolutionnaire. Cette attache se retrouve dans le domaine de ce qu'on appelle la culture.

Voici ce que Fernand Pelloutier disait à ses auditeurs : « L'art se fait le serviteur, le complice de la société bourgeoise. Et combien plus dangereux que l'exploitation capitaliste elle-même ! Le mercanti pressure le producteur, mais en le pressurant, il l'excite à la révolte. Le jour où les coups qu'il porte dépassent les forces de résignation de ses victimes, celles-ci se redressent, lèvent le poing, rendent coup pour coup, parfois tuent. Mais quelle défense opposeraient-elles aux séductions de l'Art moderne ? Que des vaincus de la vie, de ces hommes qui, après avoir péniblement disputé le jour de leur existence, n'ont le soir plus de force que pour la servitude, lequel ne se laisserait diminuer encore par les turpides jouissances des lectures et des spectacles offerts à l'avidité curieuse humaine ? La dureté des riches réveille l'énergie et détermine les révoltes, les jouissances malsaines étouffent l'une, compriment les autres. Déprimée le jour par son labeur, abrutit le soir par les alcools impurs, les spectacles graveleux, la foule n'a ni le temps ni la liberté d'esprit nécessaires pour réfléchir sur son sort, et de là vient l'indifférence, la lâcheté avec laquelle ce peuple, quit fit 48 et 71, subit aujourd'hui les pires outrages. Le soufflet reçu il le lave par l'absinthe, l'incertitude du lendemain, il l'oublie au café-concert ; la virilité des insurrections, il la porte au lupanar. » (Cité par Jacques Julliard, *Fernand Pelloutier*, Seuil 1971, p. 511.)

La réciproque de cette proposition avancée par notre auteur selon laquelle : « l'art bourgeois fait plus pour le maintien du régime capitaliste que toutes les autres forces sociales réunies : gouvernement, armée, police, magistrature », c'est que, toujours selon Fernand Pelloutier « l'art social et révolutionnaire fera plus pour l'avènement du communisme libre que tous les actes de révolte inspirés à l'homme par l'excès de sa souffrance » (ibid. p. 515). Car si « c'est l'ignorance qui fait des résignés, c'est assez dire que l'Art doit faire des révoltés. » (Ibid. p. 503.)

Il semble qu'au Québec les intellectuels de langue française soient particulièrement conscients de cela, surtout depuis les débuts de la Révolution tranquille en 1960, et donc du rôle qu'ils peuvent jouer dans la libération de leur peuple. Ce n'est ni la parole ni l'écrit qui sont susceptibles de transformer les rapports de production mais ils sont bien capables d'ébranler et de menacer la paisible perpétuation d'un ordre social qui opprime en tant que producteurs et les nie en tant que porte-parole d'une collectivité. La grande difficulté que ces intellectuels ont à résoudre, le paradoxe du problème qu'ils posent, c'est que ce Québec, ce peuple, n'existent pas de manière évidente, irréfutable, ou du moins qu'ils n'existent pas encore d'une façon qui puisse s'imposer sans équivoque aux yeux de l'observateur étranger ou indifférent. Ils se sentent toujours mis en cause, mis en question pour toutes sortes de raisons complexes dont nous allons essayer de donner les principales.

« Le Québec n'existe pas. » Nous dit Jacques Brault (« Un Pays à mettre au monde », *Parti Pris*, vol. 2, n° 10-11, juin, juillet 1965, p. 12). « Il n'est encore qu'une passion, une maladie à guérir ou — au mieux — une promesse à tenir... Le Québec, lui, n'existe pas, dans la

mesure où il n'est que rêvé, désiré, voulu à toute force et en toute faiblesse. Quand je vais dans le monde, quand je quitte le village de mes origines et de mes heures quotidiennes, je me trouve à parler du Québec qu'au passé ou au futur : l'autre à qui je parle et qui me parle, l'autre demeure seul au rendez-vous du présent. Le Québec ne se dit pas au présent, il n'est pas au monde parce qu'il n'est pas à lui-même ; et s'il existe malgré tout, ce ne peut être que d'une existence séparée. Tout cela est aussi faux que vrai. Voilà une de ces demi-vérités pour et contre lesquelles nous nous battons inconsidérément, et surtout en paroles... » Il n'y a pas, au Québec, adéquation entre le pays, son visage quotidien, son décor familial, son organisation économique et les hommes de langue française qui constituent la grande majorité de sa population. S'il n'est déjà pas commode d'être « Canadien » sur un continent dominé par l'énorme puissance industrielle, politique et culturelle des Etats-Unis, il est encore beaucoup plus difficile d'y être « Canadien à part entière ». Pour des raisons historiques que nous connaissons tous et sur lesquelles il n'y a pas lieu d'insister ici, les Canadiens de langue française n'ont pas encore vraiment d'identité sur le plan collectif. Pourquoi ? Tout simplement répond Paul Chamberland (*Parti Pris*, n° 5, février 1964, p. 2) « parce que nous avons trop peu de prises sur la réalité. Le Maître, le propriétaire, c'est le Canadien ou l'Américain. Nous pouvons vérifier ce manque d'identité d'une façon indirecte si nous considérons comme phénomène compensatoire la surestimation mythique de « notre maître le passé » (de ce que nous avons été, donc de ce que nous ne sommes plus), ou de valeurs absolues, comme la foi, l'art, la civilisation française en Amérique, qui, élevées au rang d'idoles dévorantes, nous marquaient notre propre néant. Le néant, c'est notre présent, le temps où nous ne cessons de vivre notre propre absence à nous-mêmes ».

Puisque le Québec n'existe pas, qu'il n'y a jamais eu de Canada français, il n'y a pas encore, il ne peut y avoir de littérature québécoise positive, affirmant une identité qui ne s'est pas encore assurée les bases matérielles nécessaires à son existence indépendante. Toute littérature écrite au Canada en français visant à témoigner de l'existence singulière, de la réalité unique d'un Canada français, ne peut déboucher que sur un constat de faillite ou constituer une mystification. Cette littérature ne peut que dire la tragique absence à soi-même de tout un peuple d'isolés, dispersés sur un immense territoire, occupé et exploité par des étrangers. Elle ne peut que dessiner et redessiner le portrait du Québécois dépossédé, que souligner ses déficiences, rechercher leurs origines, leurs causes et par là même délimiter un vide, définir une absence, peindre une sorte de portrait en creux que seule l'accession à une véritable autonomie politique et culturelle permettra de remplir.

Mais chose plus grave encore le Canadien est menacé dans sa langue même qui se cherche, sans s'être encore vraiment trouvée. Quelle langue écrire ? Un français classique voir archaïsant, un franglais qui est loin de s'être fixé ou le français dit « international » qu'utilisent les journalistes ainsi que la radio-télévision ? Le français standard semble bien pauvre, bien incolore, bien fade, lorsqu'il s'agit de lui faire traduire la saveur unique et la réalité particulière de la vie canadienne.

Laurent Girouard pose en termes particulièrement convaincants l'impossible dilemme de l'écrivain canadien. « Nous nous aperçûmes que nous n'écrivions même pas le français. Nous ne le parlions pas, ça nous le savions trop bien, mais nous pensions l'écrire... Nous avons reproché à nos maîtres leur impuissance à nous transmettre une langue. Ils nous dirent de lire Chateaubriand et Mauriac. Pourtant, plus nous lisions les stylistes français plus nous perdions contact avec notre milieu social. Mon père était gêné par mes phrases... ma mère riait. Nos amis des usines nous écoutaient, hébétés, nous étions maintenant de pauvres caves... tout était rompu. Nous ne parlions plus le même langage que le peuple. » (« Notre littérature de colonie », *Parti Pris*, n° 3, déc. 1963, p. 33.)

La question reste posée de la langue dans laquelle il faut écrire pour dire le Canada et le Québec. La tension entre le jocal et le français n'est pas encore résolue. D'ailleurs il est évident qu'elle ne saurait l'être par une décision rationnelle, consciente, délibérée, d'on ne sait trop quelles instances dirigeantes. Seule l'évolution politique du pays permettra à la longue de trancher et de donner au Québec, sinon au Canada, une langue qui soit vraiment la sienne.

Il n'en demeure pas moins qu'on écrit, qu'on écrit même beaucoup au Canada en un français plus accessible aux habitants de l'hexagone que la langue des maîtres du nouveau roman et de la nouvelle critique. Il est vrai que les Canadiens n'ont rien à cacher ce qui n'est pas le cas des intellectuels parisiens qui sont parvenus à la notoriété sous l'égide du gaullisme. Hubert Aquin, au cours d'une entrevue avec Jean Bouthillette (1), explique comment l'écriture peut constituer une compensation à l'impuissance dans d'autres domaines plus essentiels de la vie collective d'un peuple colonisé. Une phrase résume de façon frappante son argumentation. « Ici, dit-il, on est écrivain faute d'être banquier. » Et il ajoute : « On nous octroie d'autant plus de talent qu'on nous refuse d'importance. »

Non pas que la littérature soit véritablement un jeu gratuit et sans portée. Il est certain qu'à la longue « l'écrivain est générateur de conscience ; il questionne, trouble, remet en question, renverse les valeurs acquises » bien que son action individuelle soit souvent difficile à placer et à percevoir. Mais plus encore dans son essai « Profession : écrivain », Aquin dénonce le danger inhérent à toute activité littéraire en situation coloniale. Ecrire, faire briller son brin de plume, c'est accepter de jouer le rôle « du dominé qui a du talent ». Autrement efficace à son sens l'attitude du « bon petit Canadien français promis à un brillant avenir dans les choses frivoles (qui) entreprend soudain de produire un écrit dominé par une thématique du refus d'écrire... pour ne laisser aucune place à la littérature qui n'exprimerait, si je cédaï à ses charmes, que la domination dont je suis le lieu depuis deux siècles » (ibid. p. 51). Ecrire « dans notre pays désagrégé », c'est chercher l'apaisement « dans la cérémonie bégayante de l'écriture » c'est, « à défaut de réalités », surproduire des symboles. Tout cela Aquin le refuse en refusant la « littérature » pour y substituer une recherche de formes nouvelles ou un délire véritablement libérateur. En effet, « Faire la révolution, c'est sortir du dialogue dominé-dominant ; à proprement parler c'est divaguer » car « Le révolutionnaire rompt avec la cohérence de la domination » (ibid. p. 53).

L'une des graves difficultés de la littérature canadienne c'est aussi, à moins de choisir l'évasion dans un passé mythique, dans une subjectivité délirante, ou encore de répéter inlassablement ses frustrations, son absence à soi-même, la difficulté de trouver des sujets positifs. Comment mettre en valeur son peuple, dans sa physionomie et ses comportements alors que ceux qui réussissent au pays, ceux qui parviennent à s'assurer le pouvoir et les profits, à tenir la vedette,

sont soit des étrangers, soit des traîtres qui se font les valets des colonisateurs et les exploités de leurs propres compatriotes ? Car la solidarité de classe l'emporte de loin sur une mythique solidarité ethnique qui résiste mal à l'appât du gain. Ce sont les rares grands bourgeois canadiens et une petite bourgeoisie d'affaires plus étendue qui habituellement prônent le bilinguisme c'est-à-dire l'acceptation à toutes fins pratiques de l'univers mental du colonisateur et de ses valeurs, étape décisive vers une assimilation totale au monde anglo-saxon, qui assurerait à la bourgeoisie un certain nombre de postes lucratifs dans les grandes affaires mais contribuerait la négation finale de cette exigence de fidélité à soi-même qui constitue le ressort secret de la persistance du peuple Québécois.

On peut cependant se demander pourquoi donc les Canadiens ne renonceraient-ils pas à leur langue et ne se mettraient-ils pas à parler l'anglais comme n'importe quel immigrant récemment arrivé de l'Est proche ou lointain ? C'est un fait que la connaissance et l'usage de l'anglais est vitale pour tout habitant du Canada et de l'Amérique du Nord.

Les travailleurs canadiens seraient peut-être mieux protégés contre l'exploitation par leurs employeurs s'ils parlaient leur langue et s'ils s'agrégeaient plus intimement encore aux puissants syndicats américains. Mais la question posée n'est pas de celles que la science, la technique ou la planification peuvent trancher. Car ce ne sont pas les seules considérations rationnelles qui déterminent les idéaux collectifs ni les raisons de vivre.

Il existe un peuple canadien en majorité québécois, largement prolétaire qui cherche des solutions originales à son aliénation. Celles-ci ne préexistent pas, même dans quelque cerveau génial, elles s'élaborent sous nos yeux dans une pratique quotidienne, incertaine et fluctuante, mais très certainement marquée par sa conscience aiguë de la lutte des classes qui la sous-tend et trouve son expression la plus vigoureuse et la plus authentique en français, contre l'idéologie capitaliste dominante véhiculée explicitement et implicitement par la plupart des énoncés anglais ou « anglaisés » qui circulent au Québec.

Pierre AUBERY.

(1) V. revue *Perspectives* du 14 octobre 1967 et *Point de Vue*, Le Cercle du Livre de France, Montréal, 1971, p. 14.

CEUX QUI S'EN VONT

Raymond BARANTON

Raymond Baranton est mort le mois dernier. C'était un vieil abonné, un vieil ami de « la R.P. ». Plusieurs d'entre nous l'ont connu quand il était plus jeune, quand ils étaient plus jeunes eux-aussi. Il fut un moment député, élu en 1924 sur une liste du parti communiste qui était alors une section française de l'Internationale communiste. Cela ne dura pas, bien entendu. Baranton rejoignit bientôt la cohorte des militants ouvriers libres de toute attache, sauf celle qui les lie définitivement au mouvement ouvrier, à la défense de la classe ouvrière.

Baranton était devenu un spécialiste, un expert en matière d'assurance sociale. Il était retraité depuis plusieurs années puisque la mort vient de le frapper alors qu'il avait dépassé quatre-vingts ans. Les lecteurs de la « R.P. » se souviennent peut-être des articles qu'il nous a donnés ; nous l'avions rencontré dans nos repas fraternels d'anniversaires quinquennaux.

Pour nous, encore un vieil ami qui s'en va ; pour le mouvement social et syndicaliste, une personnalité de moins.

L'objet technique, moyen d'émancipation du prolétariat !

La revalorisation du travail manuel et de l'enseignement technique est depuis quelques mois un thème à la mode sur lequel dissertent des gens très différents. Le ministre de l'éducation en fait l'objet de projets, des programmes sont en préparation. Giscard, soi-même, dit-on, s'en préoccupe. Des affiches tapissent les murs de nos villes. Les francs-maçons du Grand Orient de France — l'obédience la plus importante du pays — l'a inscrit avec quelque retard à l'étude de ses loges. Les divers projets d'école par le biais de l'enseignement technique sont amenés peu ou prou à s'y intéresser. Nos camarades de la C.G.T.-F.O. avaient déjà abordé le problème qui n'est pas neuf. Nul doute qu'il ne peut laisser indifférents des syndicalistes soucieux d'approfondir avec et pour les prolétaires la science de leur malheur. Eux seuls en effet peuvent l'examiner dans une perspective de classe.

Bien des points de vue sont possibles quand il s'agit d'aborder la question. Rappelons-en quelques-uns : D'un point de vue philosophique, la notion de travail, à fortiori s'il est manuel, apparaît liée à l'idée de malédiction divine ou de souffrance inéluctable. Qu'il s'agisse de la condamnation biblique : « tu gagneras ton pain à la sueur de ton front » — ou du *trepallium* antique — instrument de torture — chez les Romains — la tradition est si forte que c'est contre elle dans une formulation volontairement paradoxale que Lafargue a écrit son admirable pamphlet bien méconnu aujourd'hui *Le droit à la paresse*, c'est en dépit de la nécessité économique et de la satisfaction laborieuse des besoins, la réhabilitation fulgurante, révolutionnaire par un homme maîtrisant un peu mieux sa destinée, grâce à la connaissance, du plaisir, du désir et de la créativité.

Du point de vue de l'histoire des idées, Diderot puis, un peu plus tard, Proudhon et Marx notamment ont suggéré leurs solutions. Plus récemment, s'inspirant au moins quant à la forme de ce dernier, la Russie technocratique organise l'enseignement polytechnique. Plus radicalement, semble-t-il, sous la direction du « grand timonier », la Chine envoie ses professeurs d'université travailler de leurs mains dans les communes populaires au sein des unités de production, s'efforçant ainsi de donner naissance à l'homme nouveau libéré des aliénations de la division du travail auquel a rêvé depuis son avènement le mouvement socialiste. Le « communisme » chinois est-il pour autant débarrassé du conformisme et du dogmatisme ? c'est une autre question ! Plus modestement, en France, sans même parler des théoriciens de l'humanisme du travail et du vote de la loi Astier qui en 1919 fonde l'enseignement professionnel public, c'est, il y a plus d'une décennie le projet Billères, qui, en préconisant les Instituts Universitaires de Technologie, essaie de constituer un enseignement technique supérieur, revalorisant ainsi non pas le travail manuel mais l'activité et la recherche techniques. On sait l'échec quasi complet de cette tentative, la voie noble demeurant celle des grandes écoles spécialisées.

Du point de vue capitaliste, en période de crise, revaloriser travail manuel et formation technique — dispensée de préférence par les écoles patronales — peut être la solution idéale avec l'apprentissage sur le tas prôné par M. Royer pour casser les revendications salariales et grossir l'armée de demandeurs d'emplois dont l'économie de profit, pour se développer, a besoin.

Du point de vue de l'orientation scolaire et professionnelle qui s'inquiète d'harmoniser les goûts et les « aptitudes » de chacun avec les impératifs du marché du travail, il faut noter que tous les pays industrialisés quel que soit leur régime politique et social vivent une difficulté semblable à savoir celle qui résulte du désaccord entre la demande spontanée et les emplois disponibles : alors que les jeunes soviétiques rêvent de devenir astronautes l'industrie souffre de l'insuffisance du nombre

d'ouvriers qualifiés ou peu qualifiés tout comme les adolescents français reproduisant les phantasmes compensateurs de leurs géniteurs préfèrent les carrières de médecins, avocats voire sociologues à celles de techniciens.

Pour parler comme Gaston Berger, du point de vue de la prospective enfin, à moins de rêver à un improbable retour à une nature mythique peuplée d'hippies rousseauistes, il n'est pas exagéré de penser que le pouvoir sera dans l'avenir de plus en plus entre les mains des techniciens, la stratégie révolutionnaire sinon syndicale étant de peser pour qu'ils ne deviennent pas des technocrates mais pour qu'ils se rangent au sein d'un front de classe... qui mériterait alors d'être qualifié d'historique.

C'est dire qu'au moment où sous le même slogan unanimiste — revalorisation du travail manuel et du technique — existent en fait plusieurs conceptions qui s'excluent, il s'agit d'évaluer lucidement les diverses données du problème, d'ordonner les connaissances indispensables à sa compréhension et loin de tomber dans la démagogie actuelle de faire appel au sens critique de ceux qui demeurent fidèles à l'idéal d'émancipation prolétarienne qui est la nôtre.

Deux constatations élémentaires s'imposent d'abord à une observation sans parti pris.

Première constatation : un certain travail manuel, valorisant pour l'individu est — exception faite de l'artisanat de luxe ou de semi-luxe qui s'offre à la clientèle constituée par les petits, moyens et grands bourgeois parvenus d'aujourd'hui — en voie de disparition. Repasant tantôt sur le tour de main, lié pendant des siècles à la force musculaire, tantôt à une haute qualification professionnelle non dénuée d'une mystique du travail parfois ésotérique (ainsi chez les ébénistes du faubourg Saint-Antoine, les bronziers du Marais, naguère et plus encore chez les sociétés compagnonniques) — il fut remplacé d'abord par le travail en miettes dont Georges Navel et Claire Etcherelli ont décrit en des pages inoubliables la tristesse — la mélancolie — fondamentale. Mais le travail industriel aujourd'hui fait appel à des professionnels dont la qualification, même quand elle est modeste, exige des connaissances abstraites. Constater cette réalité, c'est en même temps souligner l'idée qu'il serait moins ambigu et plus réaliste dans une logique de syndicalistes ouvriers de parler de la nécessaire promotion de l'enseignement technique et particulièrement de l'initiation à la technologie plutôt que de discourir sur la revalorisation d'un travail manuel qui, dans la majorité des cas, reste le lot des catégories les plus défavorisées qui devront — le progrès technique aidant — en être affranchis ou dédommagés.

Deuxième constatation liée à la première. Dans la majorité mais aussi dans l'opposition, bien peu de politiciens, sans doute, sont prêts à admettre, dans les faits, toutes les conséquences de cette situation dans la mesure où la considération sociale, la réussite professionnelle, les rémunérations élevées, la volonté de puissance qui favorise les techniques de domination qu'ils ont apprises et reproduisent — dans le meilleur des cas — à leur insu semblent passer par une culture générale abstraite non basée comme naguère sur les humanités classiques mais sur ces nouveaux instruments de sélection que sont devenus la mathématique et la physique. Peut-on imaginer une commission nationale de militants socialistes chargés d'élaborer la formation professionnelle de l'an 2000 qui ne soit composée de maîtres assistants, de professeurs du second degré, de spécialistes du verbe ? Au-delà des tendances idéologiques affirmées, se situe sans doute dans cette contradiction en matière d'enseignement et de formation, primo, le clivage entre les méthodes des instituteurs et des professeurs, second, entre le général et le technique.

Il existe en effet plusieurs conceptions de la technologie dont l'enseignement doit être incontestablement renoué, valorisé et développé et nul doute qu'un projet syndicaliste devrait dans ce domaine s'efforcer de déhiérarchiser des savoirs qui ne sont pas concurrents mais complémentaires.

La première consiste à considérer la technologie comme une discipline servante de la physique ou de la mathématique. Une discipline prétexte en quelque sorte ! Une autre conception est de l'envisager comme l'occasion d'une préformation professionnelle dans le but d'orienter les jeunes pour satisfaire les besoins à court terme de l'économie ou caricaturer les techniques employées dans la fabrication industrielle. Une troisième conception — expression d'une lente mais formidable révolution en marche depuis Diderot qui, dans l'Encyclopédie refusait déjà la fallacieuse hiérarchisation entre les arts libéraux réservés à l'élite et les arts mécaniques auxquels s'adonnerait la multitude — conçoit l'objet technique comme un objet culturel. Elle devrait être la nôtre. Dans cette perspective en effet, l'objet technique bien loin de se situer dans le contexte limité d'une science particulière devient le point de concours d'une multitude de données scientifiques provenant des domaines les plus divers et intégrant les savoirs les plus hétéroclites. Il acquiert sa propre finalité. Reposant sur des expressions spécifiques, notamment la forme graphique, la technologie apparaît alors comme une science concrète. De plus, étudier la finalité

d'un objet, toujours conçu à partir d'un besoin humain et qui pouvant être fabriqué par l'apprenti, permet sans doute aux jeunes des milieux socio-culturels défavorisés d'apprendre à parler et à rédiger dans la mesure où il est plus facile de s'exprimer à partir d'observations ou de manipulations que d'un discours abstrait. Cette conception, en outre, encourage les enseignants à rénover leurs méthodes puisqu'elle repose sur la pluridisciplinarité et ouvre l'école sur la vie.

Si l'on considère enfin que la société de demain sera sans doute technicienne et que les chances de l'humaniser et de la démocratiser dépendent des capacités des jeunes, ni marginalisés, ni robotisés, à la transformer, il est incontestable que la technologie conçue non plus comme un moyen de domination mais comme une catégorie de la connaissance, source de plaisir, constitue un élément essentiel dans le développement d'une culture qui réconcilie l'homme avec le monde où il vit. C'est la raison pour laquelle, il me semble important que des syndicalistes révolutionnaires reprennent dans le contexte de 1976 le vieux combat amorcé par Diderot, approfondi par les premiers penseurs socialistes, vécu par les compagnons et les militants du mouvement ouvrier pour que l'outil de travail, promu au rang d'un objet culturel qui permet par conséquent un savoir-comprendre, un savoir-aimer et un savoir-entreprendre, devienne l'un des instruments essentiels pour que se libère une classe opprimée.

Jean MOREAU.

CEUX QUI S'EN VONT

Deux de nos jeunes injustement frappés

Hélène CROZE

Lorsqu'on appartient au... quatrième âge, on lit avec philosophie les bulletins nécrologiques des journaux... à travers lesquels on entrevoit la sinistre faux décimant les survivants de notre génération. Mais brusquement le regard se voile, on est douloureusement irrité par l'absurdité et l'injustice de la disparition brutale de ceux dont l'enfance fut contemporaine de notre maturité.

La mort d'Hélène Croze, que nous venons d'apprendre, nous bouleverse d'autant plus que la première image d'elle que nous évoquons, est celle d'une jolie petite fille, accompagnant parfois dans nos réunions, son frère et sa belle-sœur : Maurice et Louise Chambelland. En vieillissant, elle demeura toujours aussi charmante, d'apparence frêle et d'une discrétion qui était tout autre chose que la timidité d'une enfant... dite bien élevée. Quand on parlait avec elle, on s'étonnait de sa réserve... car, ressemblant physiquement à son frère Maurice, elle se rapprochait de lui, par une intelligence ouverte et fine, une grande curiosité intellectuelle, un jugement parfaitement organisé... Je crois bien que c'est au cours des réunions de la R.P. qu'elle rencontra le jeune polytechnicien : Raymond Croze, apparemment aussi discret qu'elle... et leur union nous parut à tous tellement normale que nous pensions toujours au couple, en situant l'un des deux.

Raymond Croze a atteint les plus hautes fonctions dans le personnel technique et administratif de l'Etat, sans que soit affaiblie sa fidélité à la R.P. de Monatte et de Chambelland. Et c'est tout de même assez exceptionnel.

Il restait de notre grande famille, comme sa compagne. Il ne nous en voudra pas cependant d'évoquer Maurice en pleurant Hélène. Issus d'une famille ouvrière, nombreuse, soumise à bien des épreuves, l'un et l'autre avaient acquis, avec une culture autodidactique, une sorte de sécurité matérielle. Mais l'un et l'autre n'oubliant pas leur origine et c'était peut-être ce qui

motivait une générosité humaine et spontanée, qui, en soutenant les intérêts de la collectivité exploitée, ne négligeaient pas les misères et les drames individuels.

Nous reproduisons ci-dessous quelques lignes d'une lettre de notre ami Croze à Charbit, lettre émue et émouvante qui dit les derniers instants de sa compagne,

... Hélène a été emportée en dix minutes par un œdème du poumon, sans que je puisse rien pour elle, sinon un docteur qui est arrivé très vite mais trop tard.

Elle ne semble pas avoir été consciente et elle paraissait dormir. Ça a été terrible pour moi.

Elle a été incinérée à Genève comme elle me l'avait demandé, le 24 et le 24 j'ai inhumé des cendres sans aucune cérémonie dans mon petit village d'Ardèche, à côté de ma famille.

Depuis le 21 après-midi je n'ai jamais été seul, ma sœur et son mari étaient venus me rejoindre et ils ne m'ont pas quitté. Louise et Colette sont restées quatre jours, mais Louise était très fatiguée.

J'ai repris mon travail aussitôt. Il ne me reste que cela avec mes abis... qui ne sont pas à Genève.

Que ferait-je ? Je n'en sais encore rien...

Jean-Daniel MARTINET

Quelque temps auparavant, celui qui fut pour nous le jeune garçon de notre cher Marcel Martinet a été frappé aussi subitement que celle qui fut la petite sœur de Maurice Chambelland.

Louis Simon, dans la R.P. de février 1976, lui a consacré un émouvant article... malheureusement trop court pour évoquer tout ce que fut Jean-Daniel Martinet. Nous connaissions et pouvions apprécier le médecin et chirurgien à travers le camarade, à qui l'on pouvait toujours faire appel en des moments difficiles, qui était toujours disposé aux démarches les plus audacieuses et les plus généreuses. Du reste sa mort n'a-t-elle pas clos brutalement une mission salvatrice au Proche-Orient ?

Ce que l'on connaissait moins bien, c'était la science médicale de Daniel qui, comme Péra, se signala, hors de

l'exercice ordinaire de sa profession, par des recherches originales fructueuses. Interne à 24 ans, chef de clinique à 29 ans, collaborateur des professeurs H. Mondor et P. Funck-Brentano, créateur en 1963 du *Centre phlébologique de l'Epée de Bois*, Daniel : chirurgien, gynécologue, explorait depuis 1947 le domaine encore mal connu de la *pathologie veineuse* — à laquelle il consacra deux ouvrages, et d'innombrables communications et articles dans des revues ou ouvrages médicaux.

Marcel Martinet, en 1933, nous avait surpris par sa sérénité lorsqu'il nous avait appris l'adhésion de Daniel aux jeunesses communistes. Il avait raison de ne pas s'inquiéter. Il suffit de trois mois de présence insolite pour que sur intervention de Thorez lui-même, Daniel soit exclu des J.C. pour non conformisme irréductible.

Daniel, volontaire pour le service de santé des révolutionnaires, pendant la guerre d'Espagne, engagé sur le front d'Aragon en juillet 1936, bientôt évincé par les « médecins staliniens », en éprouva une amère désillusion, mais n'en fut pas découragé.

Nous l'avons rencontré assez souvent pendant l'occupation et après la Libération.. pour témoigner d'une constance remarquable en ses choix « doctrinaux » et sociaux comme en ses amitiés. Et ce fut là vertu exemplaire. A la R.P., au groupe de liaison internationale, fondé par Albert Camus, au cercle Zimmerwald, dans son soutien effectif à la cause de l'indépendance algérienne (ami de *Messali Hadj*), dans sa participation aux *Cahiers de Mai* (nés en mai 1968), etc., Daniel n'a pas cessé de servir modestement peut-être — il n'aimait guère les positions spectaculaires — mais toujours efficacement.

R. H.

alors le fief de deux députés socialistes, Gustave Rouanet et Marcel Sembat et une Maison commune, sise impasse Pers, était alors célèbre, parmi les nombreuses que l'Affaire Dreyfus avait fait éclore. Le jeune Dommanget devait trouver là un premier terrain d'élection.

Devenu instituteur, Dommanget devait tout naturellement prendre fait et cause pour la fraction la plus avancée du syndicat, et cela dès le fameux congrès de Chambéry de 1912. L'échéance fatale de 1914 ne le voyait pas vaciller d'un pouce et il se retrouvait encore avec la petite poignée des internationalistes, avec les Lafosse, les Bouët, les Mayoux. Il adhéra dans la foulée au Parti communiste, comme beaucoup, sinon comme tout le monde, mais dès 1924 les écailles lui tombaient des yeux. Ce fut alors les temps héroïques de la Fédération unitaire de l'Enseignement, dont il assuma longtemps le secrétariat général, s'évertuant d'abord contre les premières folies staliniennes de la « Troisième Période », puis contre le national-communisme, qui commença de fleurir après 1935, au moment du pacte Laval-Staline. D'autres diront à ce sujet, qui les connurent de très près, les efforts qu'il put déployer là.

L'avènement de Pétain renvoyait évidemment Dommanget à ses « chères études ». Heureuse infortune peut-être car elle nous valait une production historique accrue, dont on n'a pas encore mesuré toute l'ampleur ni toute l'importance.

Au-delà de ses tâches professionnelles et syndicales, Dommanget avait toujours mené son labeur acharné d'historien, y vouant toutes ses ressources et ses moindres loisirs, aidé heureusement par son admirable femme, éprise tout autant que lui de l'œuvre à accomplir.

Dans ses curiosités multiples qui l'ont amené à se faire une réputation de spécialiste aussi bien en ce qui concerne la Révolution de 1789 que la Commune de 1871, il s'attacha avec une ferveur quasi passionnelle à la personnalité d'Auguste Blanqui et au mouvement qu'il incarna. Il n'a pas écrit moins d'une dizaine d'ouvrages pour tenter de déchiffrer cette page d'histoire, par certains côtés encore mal éclaircie et prêtant toujours, en tout cas, à la controverse. De toute manière, son mérite aura été essentiel, car il a vraiment frayé le chemin aux chercheurs encore sur la brèche, parmi lesquels Maurice Paz, qui promet bien du scandale quand sa thèse *Blanqui, révolutionnaire professionnel* verra le grand jour (celle-ci n'étant encore consultable que dans le clair-obscur de la Bibliothèque nationale !). Grand dommage d'ailleurs que Dommanget nous soit enlevé à l'heure, où ces deux passionnés de l'« Enfermé », venus l'un et l'autre du même parti et proches également à maints égards, auraient pu confronter leurs points de vue, fortement divergents, sur le plus célèbre héros de l'imagerie d'Epinal révolutionnaire !

A. C.

Maurice DOMMANGET

Encore un deuil à ajouter à une liste qui se fait bien lourde depuis quelque temps : Maurice Dommanget s'en est allé dans sa quatre-vingt-neuvième année, un parcours plutôt coquet et qu'il n'avait jamais cessé de jalonner utilement.

Plus de cinquante titres témoigneront en effet pour sa mémoire, tous consacrés à l'histoire du socialisme sous ses différents aspects. Un effort dont on sait peu d'exemples, au point même de croire qu'il a été unique jusqu'alors.

Habité très jeune de la passion d'écrire, c'est pourtant par la géographie que cet historien-né avait débuté, puisque c'est par un ouvrage sur « La rivière Ourcq et ses affluents », paru en 1902, alors qu'il n'avait que 14 ans, qu'il avait prélué à son œuvre immense.

Véritable gosse de Paris, il était né rue de Clichy, sa jeunesse s'était plus particulièrement épanouie dans le quartier Clignancourt, où il avait fréquenté l'école communale de la rue Ferdinand-Flocon. L'endroit était

SOUSCRIVEZ

LES OUVRIERS DE SAINT-NAZAIRE

par Nicolas FAUCIER

Une monographie qui porte sur un siècle de luttes, de révoltes, de dépendance, des travailleurs des Chantiers navals de Saint-Nazaire.

Une étude de la naissance, des crises, du développement et des perspectives de l'industrie de la construction navale.

Une illustration détaillée de ce que Fernand Pelloitier appelait « la science de notre malheur ».

EXTRAITS DE LA TABLE DES MATIERES

L'effort d'organisation ouvrière avant 1900. — Les conflits du travail de 1900 à 1939, et de 1945 à nos jours. — 1950 : année noire. — 1955 : année explosive. — 1964 : une industrie en crise. — 1967 : les mensuels se rebiffent. — L'ouvrier nazairien d'aujourd'hui. — Préparer l'avenir. (Environ 200 pages.)

Prix de vente : 25 F. PRIX A LA SOUSCRIPTION, jusqu'au 15 mai 1976 : 18 F.

Publié par les Editions Syndicalistes : 21, rue Jean-Robert, 75018 Paris - C.C.P. 21764-88 - Paris.

A TRAVERS LES LIVRES

UN PATRON PEUT-IL ETRE DE GAUCHE ?

J'ai lu récemment le bouquin de feu le patron de LIP : Claude Neuschwander : PATRON, MAIS..., au Seuil, vendu sous bande rouge ainsi conçue : Un patron peut-il être de gauche ?

Un patron peut-il être de gauche ? Pourquoi pas ? Mais nous sommes prévenus : « Au lendemain d'une prise de pouvoir par la gauche, on ne pourra pas tout changer — peu de chose en vérité — d'un jour à l'autre ». Ou encore : « Le jour où la gauche aura pris les affaires en main, l'entreprise ne sera pas devenue pour autant un paradis, le coup de baguette magique des élections n'aura pas fait changer la condition ouvrière. »

Il est beaucoup question du pouvoir dans ce livre, la question du pouvoir paraissant réglée pour l'auteur si le pouvoir est détenu par des gens compétents. En défendant les managers, dit-il, « je ne défends pas une classe sociale mais une classe de compétence ». Ceci étant dit, bien entendu, pour le pouvoir qu'on exerce (qui a toutes les vertus). Autre chanson pour le pouvoir qu'on subit (qui a tous les vices) ; quand Neuschwander s'est heurté à Sarcelles à la Caisse des Dépôts et Consignations et à la municipalité communiste, il écrit : « (Elles) ont eu toutes deux un réflexe de conservatisme ; elles n'ont pu supporter l'idée, l'une d'avoir à compter avec les résidents, l'autre de voir s'ébaucher une démocratie directe, teintée d'auto-gestion, un contre-pouvoir que son idéologie lui commandait de repousser. Elles ont toutes deux défendu leur pouvoir. »

Il y a quand même plus intéressant : propos véhéments, que j'approuve, sur le « prix » des révolutions ; propos sévères, mais pas toujours immérités, sur « le conservatisme des ouvriers », « ces ouvriers (qui) ne voulaient qu'un patron ! » ; sur l'attente du grand soir « sans avoir la moindre idée de ce qu'il sera possible d'improviser alors pour mettre en place une nouvelle organisation économique ; ses idées sur le rôle des syndicats : « Au-delà des intérêts légitimes des salariés de l'entreprise qu'ils représentent devant la direction, ils pourraient... se faire son interlocuteur, au niveau des produits qu'ils connaissent puisqu'ils les fabriquent ; ils assumeraient ainsi, dans l'entreprise même, la défense des consommateurs (plus valable pour les roquettes) ; ses idées sur la hiérarchie : le manager : « je ne gouverne pas, ma responsabilité concerne seulement les décisions stratégiques » ; les cadres : position de responsabilité et d'agent de communication et non plus fonction d'autorité ; les chefs d'atelier : beaucoup plus consultants techniques, conseillers que chefs ; et surtout, surtout, cette curieuse déclaration que je relève à la page 146 et de laquelle il résulte que s'il est impossible d'imaginer une entreprise sans ouvriers, il est seulement difficile d'en imaginer une sans direction. Difficile ? Quel libertaire sérieux prétend le contraire ? Mais pas impossible ! Dans la bouche d'un patron (même de gauche !), c'est un aveu de taille. Surtout lorsqu'on a en mémoire tant de déclarations consternantes de tant de syndicalistes incapables de concevoir l'organisation d'une entreprise autrement que hiérarchisée. Exemple : « Nous savons qu'une société ne peut se concevoir sans rapport de pouvoir. » (Déclaration des cadres C.F.D.T. - Le Monde du 10 mars 1972).

Ah, ces patrons ! Ils n'en finiront pas de nous étonner. Vous vous rappelez Bercot, feu Bercot de Citroën ? « C'est la basse partie de l'homme qu'il faut vaincre par les recettes primaires du commandement ».

Neuschwander s'étonne (lui aussi) « qu'un ouvrier, un syndicaliste, un homme de gauche roule dans

une voiture produite par une firme qui s'est fait une religion d'empêcher toute vie syndicale dans ses usines ».

Oui, bien sûr, c'est étonnant. Mais l'est-ce moins qu'un salarié, un syndicaliste, un homme de gauche au volant d'une entreprise capitaliste ?

Jean TEILHAC.

**

SOUS LA DOUCEUR DU REGARD...

« Sous la douceur du regard se devinaient la profondeur et la fidélité. Toute sa personne respirait la simplicité, l'intelligence, la noblesse d'âme. » Ainsi Trotsky concluait-il un portrait de Marcel Martinet, lequel est justement cité par Nicole Racine dans la préface aussi intéressante et documentée que chaleureuse qu'elle donne à la réédition des « Temps maudits » (collection 10/8, n° 1002).

Ceux qui n'ont pas connu personnellement le poète peuvent reprendre les phrases de Trotsky pour le fils, Daniel Martinet. La douceur du regard avec aussi un éclat de jeunesse et comme une amitié toujours généreusement offerte : il aimait aider et dans son métier de chirurgien, il eut maintes occasions de se dévouer. Quand les occasions n'étaient pas assez nombreuses à ses yeux, il savait en provoquer. Par exemple, l'an dernier, quand, pendant plus d'un mois, il était allé opérer en Afrique noire ; au retour, il disait seulement son admiration pour la résistance des Peuhls à la douleur.

Comment ne pas ressentir la disparition de notre ami Daniel Martinet comme une injustice du sort ?

J'aimais sa fidélité à la mémoire de son père. Profonde certes, même si elle s'exprimait fort discrètement. Sa joie par exemple ; de signaler cette réédition (en 1975) des « Temps maudits », le recueil des poèmes de guerre. Comme N. Racine le dit bien, pour qui n'est pas toujours enchanté par les recherches sur le langage qui font de la poésie d'aujourd'hui un peu une chose de laboratoire, on relit avec émotion des textes où se retrouve le souffle d'un Verhaeren et d'un Whitman. Et puis on n'oublie pas que ces poèmes ont été écrits pendant le massacre de 14-18 alors qu'il fallait un caractère bien trempé pour échapper à l'esprit du temps...

Plus récemment, et Daniel ne l'aura pas vu, Maspero réédite « Culture prolétarienne » que Marcel Martinet avait publié à la Librairie du Travail en 1935. Ouvrage toujours dédié à la mémoire de Fernand Pelloutier. Trois textes essentiels. « Le prolétariat et la culture », dédié à Pierre Monatte, et qui date de 1934. Face aux réflexions déjà ondoyantes de Guéhenno, Martinet rappelait que pour la culture comme pour tout le reste, l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. Se méfier des messies : « Ordonner à Lazare de se lever de son tombeau ne nous a jamais paru très sûr pour Lazare. Et si par miracle Lazare se lève en effet, tant pis peut-être pour Lazare et tant pis pour celui qui aura donné l'ordre. L'action par ordre et sans volonté propre, même le salut par ordre, nous semblent d'une efficacité douteuse, mais d'un risque certain pour celui qui donne comme pour celui qui reçoit l'ordre. »

Autres textes : « Pour une organisation de la culture » qui reprenait des articles publiés dans *L'Humanité* en 1921 ; des exemples, la déclaration de *La Plèbe*, fondée en 1918 et les *Cahiers du Travail* au lendemain de la guerre. Enfin la préface écrite par Marcel Martinet pour l'édition des « Réflexions sur l'éducation » d'Albert Thierry par la Librairie du Travail en 1923. Un ouvrage qui doit être introuvable aujourd'hui (et c'est bien la seule excuse que peut donner le Ministre Haby d'orienter son action exactement dans le sens opposé). « Voici un livre pour le prolétariat » concluait Marcel Martinet. En dire autant des livres du poète. Et son fils : un exemple pour les hommes libres.

G. WALUSINSKI.

ENTRE NOUS

Où en sommes-nous ? La question est toujours posée ici devant tous nos amis, devant tous nos abonnés et lecteurs. Elle l'est avec plus d'insistance après notre réunion d'abonnés du 6 mars où tout a été abordé sans être résolu, sans doute parce que les solutions, pour être clairement perçues, ne sont pas à portée de la main.

Pour le moment, la seule mesure concrète est l'augmentation du prix de l'abonnement (il est maintenant à 60 F). Cela devient aussi inexorable que les hausses de l'entrecôte ou des tarifs publics. Nous suivons, sans entrain, mais poussés par la nécessité.

Nous avons « bouclé » l'année 75 et commencé à affronter — financièrement parlant — l'année 76. Ne nous y fions pas trop. Les mois de janvier et de février sont généralement généreux ; le flux de petite monnaie devient moins abondant avec le printemps, et l'été ne nous est pas plus bénéfique (à ce moment-là les camarades commencent à avoir d'autres soucis).

Nous les comprenons, mais nos soucis communs pour la « R.P. » sont un peu trop permanents, avec — répétons-le — une tendance très nette à l'aggravation. Pourquoi faut-il ressasser les mêmes préoccupations ? Pour qu'elles soient aussi, au moins une fois par mois, celles de nos lecteurs, de nos camarades, de nos amis.

Résumons-nous : la « R.P. » ne peut être une œuvre collective, coopérative, dans son contenu, dans son orientation, mais aussi dans ses moyens matériels, dans les souscriptions des anciens certes, mais aussi dans l'apport de nouveaux souscripteurs et de nouveaux abonnés, c'est-à-dire de nouveaux amis.

Sous l'impulsion de cette réunion d'abonnés du 6 mars, nous avons décidé de continuer ; nous appellerons à une nouvelle réunion quand le besoin s'en fera sentir, bientôt certainement. En attendant, chacun sait que notre réunion mensuelle du premier samedi est ouverte à tous (exceptionnellement, elle se tiendra le 8 mai). Ne dites pas que nous nous replions sur nous-mêmes si c'est vous qui ne participez pas, si vous vous contentez de critiquer de loin. Il faut critiquer (même sans pitié pour les « cuisiniers »), il faut le faire ouvertement pour que nous en profitions tous.

Il semble quand même que notre rencontre du 6 mars ait incité plusieurs camarades à prendre la plume ou à la prendre plus souvent. La copie n'a pas manqué pour ce numéro. Ce serait une bonne chose si des

signatures nouvelles, des signatures de jeunes militants, apparaissent plus régulièrement à notre sommaire. Jamais nous ne les repousserons, même s'ils bousculent nos habitudes.

Nous en avons d'autant plus besoin que de vieux militants, de vieux penseurs, comme Maurice Dommanget, disparaissent. Nous parlerons de lui, dans ce numéro et dans le prochain. Son sillon est tracé et son œuvre restera. Il fallait bien que notre « entre nous » d'aujourd'hui évoquât sa mémoire.

D'OU VIENT L'ARGENT ?

MOIS DE MARS 1976

RECETTES

Abonnements ordinaires	831,59
Abonnements de soutien	850,00
	<hr/>
Souscription	1.681,59
Vente au n°	624,00
	<hr/>
Total des recettes	2.402,59
En caisse 28-2-76	4.956,71
	<hr/>
	7.359,30

DEPENSES

Impression expédition janvier 76	4.584,21
Téléphone	149,76
Frais de déplacement mars 76	154,00
Terme de compte P. et T.	5,00
	<hr/>
Total des dépenses	4.892,97
En caisse 31-3-76	2.466,33
	<hr/>
	7.359,30

ABONNEMENTS DE SOUTIEN :

Bercher (45200), 100 ; P. Mader (93), 100 ; Bailot (61), 70 ; R. Bureau (21), 150 ; J. Desachy (60), 60 ; A. Jardin (12), 65 ; P. Ricard (12), 65 ; N. Faucier (44), 100 ; Cassies (40), 80 ; Benda (21), 60. — Total : 850 F.

SOUSCRIPTION :

M. Dommanget (60), 78 ; R. Hagnauer (92), 45 ; J.-P. Magdini (66), 446 ; Boissel (07), 50 ; J. Laurent (03), 5. — Total : 624 F.

Nous prions les camarades qui souscrivent aux Editions Syndicalistes de préciser l'ouvrage demandé.

LES ÉDITIONS SYNDICALISTES

21, rue Jean-Robert, 75018 Paris - Tél. : 607.02.06 - C.C.P. 21764.88 Paris

Commandez nos ouvrages et nos brochures, parmi lesquels :

POUR UNE LECTURE OUVRIERE DE LA LITTERATURE de Pierre AUBERY	12 F
LES TROIS PHASES DE LA REVOLUTION SOCIALISTE de Raymond GUILLORE	5 F
UN INDIVIDUALISTE DANS LE SOCIAL : HAN RYNER de Louis SIMON	10 F
LA DIALECTIQUE SCIENTIFIQUE de Robert LOUZON	5 F
LA PRESSE QUOTIDIENNE. Ceux qui la font, ceux qui l'inspirent. de Nicolas FAUCIER ...	15 F
J'AVAIS VINGT ANS de René MICHAUD	13 F
<i>Un jeune ouvrier au début du siècle.</i>	
LA COMMUNE VIVANTE de A. de JAGER	5 F
<i>Rêve d'une société autogérée.</i>	
L'EVOLUTION DU CAPITALISME de Pierre RIMBERT	4 F
<i>deux brochures I et II, chacune</i>	

LES FAITS DU MOIS

LUNDI 1^{er} MARS. — Au congrès de Moscou, Kossyguine présente le plan quinquennal 1976-1980.

MARDI 2. — Débat télévisé sur les questions économiques entre M. Mitterrand, leader de l'opposition socialiste et M. Fourcade, ministre des finances.

MERCREDI 3. — Le chef de l'Etat du Mozambique proclame « l'état de guerre » contre la Rhodésie.

— George Brown, ancien ministre et leader travailliste, démissionne du Labour Party « pour défendre les libertés individuelles ».

— A Vitoria, au Pays Basque espagnol, la police tire sur des manifestants et fait quatre morts, une centaine de blessés.

JEUDI 4. — Graves incidents dans le Midi viticole ; près de Carcassonne, une fusillade fait deux morts : un vigneron manifestant et un commandant de C.R.S.

— Au Portugal, le général Otelo de Carvalho est mis en liberté provisoire ; il reste accusé d'avoir pris part au soulèvement militaire du 25 novembre 1975.

VENDREDI 5. — Le premier ministre Chirac se rend en visite officielle au Tchad.

DIMANCHE 7. — Premier tour des élections cantonales en France. Nette poussée du parti socialiste.

— Le Maroc et la Mauritanie rompent leurs relations diplomatiques avec l'Algérie à la suite de la reconnaissance par cette dernière de la république arabe sahraouite.

— Grève générale au Pays Basque espagnol.

MARDI 9. — Les grèves se poursuivent et s'étendent en Espagne. Un manifestant est tué à Bilbao.

— En France, grève dans la fonction publique.

— Au Portugal, le journal « Republica » est restitué à son ancienne direction socialiste que les « gauchistes » avaient expulsée.

— Sur la deuxième chaîne de télévision française, l'écrivain Soljenitsyne répond aux questions de téléspectateurs.

MERCREDI 10. — A Alger, d'anciens dirigeants dont Ferhat Abbas et Ben Khedda, rendent public un manifeste d'opposition au gouvernement Boumediène. Ils sont mis en résidence surveillée.

JEUDI 11. — Au Liban. Le Général Ahdab prend le pouvoir. Mais le président Frangié refuse de démissionner.

— Les autorités de l'aéroport de New York interdisent pour six mois l'atterrissage de l'avion supersonique Concorde.

— Fusion annoncée entre les Chantiers de l'Atlantique et la Société Alsthom.

SAMEDI 13. — Crise monétaire dans la Communauté européenne : chute de la lire, de la livre sterling et du franc français.

DIMANCHE 14. — Deuxième tour des élections cantonales en France : nette confirmation du succès de la gauche, en premier lieu du parti socialiste.

LUNDI 15. — Le Premier Ministre britannique, Harold Wilson, annonce sa démission.

— Le gouvernement français retire le franc du « serpent européen » qui limitait ses fluctuations ; le franc redevient « flottant ».

MERCREDI 17. — Souslov, « idéologue » de la direction du parti communiste de l'U.R.S.S., attaque violemment les partis communistes qui présentent des variantes nationales du marxisme-léninisme.

— En France, une grève des conducteurs des chemins de fer perturbe le trafic.

JEUDI 18. — Manifestation des étudiants parisiens contre une nouvelle réforme du second cycle universitaire.

— Le gouvernement italien adopte un plan d'urgence sur lequel le président Aldo Moro consulte le dirigeant du P.C., Berlinguer.

VENDREDI 19. — Le Bundestag d'Allemagne fédérale vote l'extension de la cogestion dans les grandes entreprises.

SAMEDI 20. — Le premier ministre français Jacques Chirac est en Libye où il est reçu officiellement par le colonel Kadhafi.

— Grave tension en Cisjordanie occupée par les Israéliens.

LUNDI 22. — Pour la première fois, au Conseil de Sécurité de l'O.N.U., la délégation d'Israël occupe sa place face aux délégués de l'Organisation de Libération de la Palestine.

— Manifestation nationale des cheminots à Paris ; la grève partielle des conducteurs se prolonge.

MERCREDI 24. — A la S.N.C.F., après la signature d'un accord par les syndicats minoritaires, les grèves se poursuivent perturbant le trafic.

— En Argentine, un coup de force militaire renverse la présidente Isabel Peron ; celle-ci est astreinte à résidence surveillée.

— Dans une allocution à la Télévision, le président Giscard d'Estaing reconnaît que les élections cantonales n'ont pas été favorables à la majorité présidentielle ; il intonise le premier ministre Chirac comme coordonnateur de cette majorité.

JEUDI 25. — En Inde, dans l'Etat du Pendjab, avoir un troisième enfant devient un délit ; à Singapour, la stérilisation devient, dans le même cas, la condition de la délivrance d'un permis de travail.

VENDREDI 26. — Au Liban, le port de Beyrouth est en flammes.

SAMEDI 27. — Le président américain Ford demande à Hanoï de reprendre le dialogue.

— En U.R.S.S., un appel de Sakharov et d'autres dissidents demande la libération de Vladimir Boukovski, condamné à douze ans de détention pour avoir dénoncé les hôpitaux psychiatriques « spéciaux ».

— Deux dirigeants cisjordaniens, candidats aux élections municipales, sont expulsés ; protestation du juge israélien saisi de l'affaire avant l'expulsion.

— La tension diplomatique s'aggrave entre la Tunisie et la Libye à la suite d'un « complot » découvert contre les dirigeants tunisiens.

DIMANCHE 28. — Mitterrand est en visite à Bonn où il est reçu par Willy Brandt. Le P.C.F. trouve cette rencontre « inquiétante ».

LUNDI 29. — A Madrid, des oppositionnels de gauche sont arrêtés ; une conférence de presse de l'opposition démocratique unifiée est interdite.

— A Sofia, ouverture du XI^e congrès du parti communiste bulgare ; le premier secrétaire Jivkov fait allusion aux divergences existant entre les partis communistes.

— La ville de Lyon est très éprouvée par la grève des éboueurs : six cents éboueurs, deux cents chauffeurs et mille cantonniers.

MARDI 30. — En Galilée et en Cisjordanie, grève générale contre les expropriations de terres arabes ordonnées par les Israéliens ; des affrontements entre les villageois arabes et les troupes israéliennes font six morts et de nombreux blessés.

MERCREDI 31. — Le secrétaire général de l'O.N.U., M. Waldheim, saisit le Conseil de Sécurité de la gravité de la situation au Liban : le gouvernement des Etats-Unis désigne un médiateur et le gouvernement français se déclare prêt aux « initiatives nécessaires ».

LA REVOLUTION PROLETARIENNE

C.C.P. 734.99 Paris

21, rue Jean-Robert, 75018 PARIS

Tél. : 607.02.06

Abonnements : 6 mois, 30 F — 1 an, 60 F.

Autres pays : 6 mois, 35 F — 1 an, 70 F